



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2726
30 octobre 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



PHOTO MAXIME NOIX - ACTU TOULOUSE

Hommage à Samuel Paty le 18 octobre, place du Capitole à Toulouse.

Crise sanitaire
**La liberté
d'aller
au travail !**

États-Unis
**Wall Street
gagne à tous
les coups**

Pauvreté
**Répartir le travail,
faire payer
le capital**

Leur société

- Couvre-feu, confinement : la liberté... d'aller travailler ! 3
- Gouvernement : une campagne sécuritaire et raciste 3
- Covid-19 : les hôpitaux toujours démunis 4
- Bidonvilles : des expulsions qui aggravent la misère 4
- Pauvreté : répartir le travail, faire payer le capital 5
- Chômage : au patronat d'assurer ! 5
- Conférence sociale : la guerre aux travailleurs confirmée 5
- Caricatures : démagogues et dictateurs en campagne 6
- Propagande gouvernementale : l'invention de « l'islamo-gauchisme » 6
- Hommage à Samuel Paty : défendre nos idées 7
- Crise France-Turquie : concours de démagogie 7
- Police : une compagnie bien protégée 7
- Guadeloupe : le scandale du manque d'eau 16

Dans le monde

- États-Unis : Wall Street gagne à tous les coups 8
- Les travailleurs migrants victimes du Covid... et des patrons 8
- Biélorussie : la grève, l'opposition et les travailleurs 9
- Pologne : nouvelle attaque contre le droit des femmes 9
- Nigeria : révolte contre la répression et le système 10
- Total : exploitation mortifère 10
- Djihadisme : un produit de l'impérialisme pourrissant 11
- Soudan-Israël : un accord obtenu au chantage 16

Dans les entreprises

- Hôpital La Croix-Rousse Lyon 12
- Delpharm - Orléans 12
- SNCF - Noisy-le-Sec 12
- Lycée Henri-Darras Liévin 12
- Technicolor - Rennes 13
- Airbus Helicopters Marignane 13
- La Poste - Centre de tri de Longwy 13
- Thalès - Valence 13
- Ségurel - Dreux 13
- General Electric - Belfort 14
- Toray - Lacq 14
- Renault - Flins 14
- Dunlop-Goodyear Amiens 14
- Air France et le Covid 15
- SNCF : précarité meurtrière 15

Agenda

- Réunions de Lutte ouvrière 3
- Cercle Léon Trotsky 3
- Nouvelle parution : Pierre Bois, une vie de militant communiste révolutionnaire 16

Non au terrorisme islamiste! Non à la campagne anti-immigrés et raciste!

L'assassinat de Samuel Paty nous a tous bouleversés. Mais à ce sentiment d'horreur s'ajoutent maintenant l'écœurement, le dégoût et la peur face à la campagne sécuritaire, raciste et xénophobe qui s'est enclenchée.

Depuis cet acte barbare, Le Pen clame: «*Il y a un problème avec l'islam*» et demande l'arrêt de l'immigration et l'expulsion des étrangers. Plus lepéniste que Le Pen, la droite fait monter les enchères en prônant la révision de la Constitution pour emprisonner et expulser plus facilement. Valls et Cazeneuve, anciens Premiers ministres socialistes, sont partis en guerre contre les prétendus islamo-gauchistes. Ils appellent ainsi tous ceux qui refusent les discriminations et protestent quand des musulmans sont attaqués.

Quant au gouvernement, il orchestre l'ensemble, dans une fuite en avant policière. Macron a demandé aux ministres et préfets «*une annonce par jour*», et ceux-ci frappent tous azimuts. Opérations de police, fermeture de mosquée, dissolution d'associations, volonté de limiter la liberté d'expression sur les réseaux sociaux... le couperet s'abat, au risque de tomber dans l'amalgame et la stigmatisation. Et Darmanin ne fait pas dans le détail, lui qui traque le fondamentalisme jusque dans les rayons halal des supermarchés!

Aucune de ces mesures ne peut stopper l'obscurantisme ou le fanatisme meurtrier, mais elles confortent les racistes et les xénophobes.

Qui va en payer la note? Nous tous, les travailleurs! Ceux qui sont vus comme musulmans, croyants ou pas, la payent déjà par la suspicion et les amalgames. Les travailleurs étrangers, dont la vie est suspendue à un titre de séjour ou une régularisation, la paieront par davantage de refus. Et tous les travailleurs la paieront par les divisions créées. Alors, ne laissons personne dresser un mur de haine entre nous!

La classe ouvrière rassemble des femmes et des hommes de toute origine et de toute couleur de peau, croyants ou non croyants. Nous nous côtoyons dans les quartiers où nous vivons. Nous nous mélangeons dans les mêmes transports bondés. Et nous nous connaissons, parce que nous travaillons côte à côte dans les entreprises, parce que nous partageons la même exploitation, la même réalité de fins de mois de plus en plus difficiles à boucler, la même peur du chômage.

Notre condition de travailleurs nous unit pour

le meilleur et pour le pire dans une seule et même classe sociale qui doit défendre ses intérêts contre le grand patronat. Et, dans cette période de crise où les licenciements pleuvent, défendre nos emplois, nos salaires et nos retraites est une nécessité commune. Il faut le faire unis contre ceux qui veulent nous diviser ou faire diversion.

Notre intérêt est de dénoncer la politique gouvernementale et d'affirmer notre opposition viscérale aux frères jumeaux que sont le racisme et l'intégrisme. Le courant identitaire et nationaliste incarné politiquement par le RN et celui du fondamentalisme islamiste sont deux variantes d'extrême droite. Ce sont deux courants qui portent des projets dictatoriaux et qui sont prêts à les imposer par le sang et la terreur.

Pour ce qui est de l'extrême droite, on l'a vu dans les années 1930 avec le nazisme. Quant au fondamentalisme islamiste, on l'a vu à l'œuvre en Algérie pendant la décennie noire des années 1990 et, plus récemment, en Syrie et en Irak avec Daech. Et le recrutement de jeunes partis faire le djihad témoigne de son emprise mortifère.

Ces deux forces politiques s'inscrivent dans l'ordre social capitaliste. Elles n'ont rien contre le diktat patronal, rien contre l'exploitation. Elles n'ont rien à dire aux travailleurs pour répondre à leurs problèmes vitaux d'exploités. Elles font diversion en fabriquant des boucs émissaires – les musulmans et les étrangers pour les uns, les mécréants pour les autres – et en alimentant l'intolérance et la haine.

Ces deux courants s'affrontent tout en s'alimentant mutuellement au travers de l'engrenage de la haine et de la vengeance. On ne peut pas combattre l'un sans combattre l'autre.

Travailleurs, opposons-nous à tous ces semeurs de haine! Concentrons-nous sur nos intérêts vitaux de travailleurs! Refusons de payer cette crise! Affirmons nos intérêts de classe contre nos seuls ennemis, les capitalistes. La seule perspective qui vaille est de renverser le capitalisme et son cortège d'oppressions. C'est de construire une société sans exploitation, qui permettra de tout autres relations sociales. Cet idéal peut faire rêver et attirer bien des jeunes qui sont aujourd'hui sans repères. Encore faut-il qu'ils rencontrent des femmes et des hommes qui défendent ce projet d'émancipation! Cela dépend de chacun d'entre nous.



Couvre-feu, confinement : la liberté... d'aller travailler !

Face à la progression incontrôlée de l'épidémie, le gouvernement a étendu et durci le couvre-feu et les restrictions multiples de la vie sociale. Un nouveau confinement, sous une forme locale, partielle ou générale, est probable.

Toutes ces mesures douloureuses sont présentées comme indispensables pour faire face à l'épidémie et éviter une saturation dramatique des hôpitaux. En réalité, elles résultent avant tout des manquements accumulés par le gouvernement depuis le mois de mars et avant. Les hôpitaux publics sont débordés parce que depuis des années on y a supprimé des lits et embauché au compte-gouttes. Mais, depuis mars, aucun plan d'urgence n'a été activé pour augmenter le nombre de lits de réanimation, embaucher et garantir au personnel des conditions de travail et de salaire décentes. La stratégie « tester, tracer, isoler » a échoué. À aucun moment, le gouvernement n'a réquisitionné les laboratoires privés ni mis en place un plan et une logistique, sous le contrôle de l'État, avec l'embauche des 30 ou 40 000 personnes qui seraient nécessaires pour assurer les tests, le suivi et l'isolement efficace des malades.

Il ne faut pas s'en étonner car l'État, quelle que soit la personnalité qui occupe

l'Élysée, n'est pas au service de la population et de l'intérêt général. C'est un appareil façonné pour défendre les intérêts des capitalistes les plus puissants, sans leur imposer la moindre contrainte. Dès le début de la crise sanitaire, sa priorité a été de garantir que la machine à profit continue à fonctionner « quoi qu'il en coûte ». Les centaines de milliards ont été pour les grandes entreprises, pas pour l'hôpital ni pour les Ehpad.

Quant aux salariés, ils sont priés d'aller travailler coûte que coûte, de s'entasser dans des transports bondés puis de rentrer chez eux en réduisant leur vie sociale et leurs loisirs au minimum. Aucune patrouille de police n'est envoyée dans les entreprises pour vérifier si elles ne sont pas des clusters à Covid. Mais des travailleurs sont sanctionnés par leur hiérarchie s'ils portent mal le masque, quelle que soit la pénibilité de leur poste. Les élèves, les étudiants et leurs professeurs ont été entassés depuis septembre dans des salles bondées, sans locaux

supplémentaires, mais seuls ceux qui se retrouvaient en soirée ont été accusés de propager le virus. Désormais, le gouvernement en est réduit à interdire à 46 millions de personnes de sortir de chez elles entre 21 heures et 6 heures, en attendant les autres mesures imminentes. Pour imposer ce couvre-feu, plus dur à supporter quand on est jeune, mal logé ou que l'on vit dans une famille nombreuse, Castex a su être rapide, mobilisant 12 000 policiers et gendarmes qui

ont distribué 5 000 amendes en une seule semaine.

Le gouvernement exploite et alimente la peur légitime provoquée par le Covid-19 pour faire accepter ces mesures contraignantes. Il vient de prolonger l'état d'urgence sanitaire jusqu'en février 2021, ce qui choque jusqu'au président de la très officielle Commission nationale des droits de l'homme, qui dénonce « une concentration du pouvoir entre les mains de l'exécutif ». Comme dans le

cas des menaces terroristes, la crise sanitaire et le choix de restreindre la liberté de circulation ou de réunion ont aussi une utilité pour le gouvernement. Ils sont l'occasion d'habituer les travailleurs à se conformer à ses consignes et à accepter tout ce qui vient du pouvoir. Alors que se dessine une profonde crise économique et sociale, il se donne ainsi des moyens supplémentaires pour leur en faire payer les conséquences.

Xavier Lachau



Le couvre-feu à Troyes.

Gouvernement : une campagne sécuritaire et raciste

Suite à l'assassinat de Samuel Paty, un deuxième Conseil de défense a été convoqué le 23 octobre par Emmanuel Macron, avec pour objectif de ne laisser aucun répit à ceux qui s'opposent à l'ordre républicain.

Le durcissement du projet de loi contre les « séparatismes » est à l'ordre du jour et doit être présenté en Conseil des ministres le 9 décembre.

La campagne ouverte depuis des mois par le gouvernement, qui sous prétexte de combattre l'islamisme radical stigmatise les musulmans, prend ainsi une

nouvelle ampleur. S'il n'est pas aussi outrancier dans ses propos que Marine Le Pen, qui tire un trait d'égalité entre musulmans et terroristes, il joue la même partition.

Le ministre de l'Intérieur Darmanin est à la pointe de cette campagne. Il a ainsi multiplié les actions : interdiction de certaines associations, fermeture de

mosquées, sans parler de ses déclarations contre les rayons halal dans les supermarchés. La manœuvre politique du gouvernement consiste à tenter de retrouver du crédit en chassant sur les terres de Le Pen. Elle est odieuse, mais aussi dangereuse. Ses effets vont du renforcement des courants politiques intégristes islamistes d'un côté au

renforcement du racisme et des courants politiques d'extrême droite, du RN au syndicat UNI, de l'autre.

« Diviser pour régner », a toujours été une arme politique des défenseurs de la société capitaliste et de l'exploitation. Il faut que les travailleurs conscients s'y opposent de toutes leurs forces.

Aline Rétesse

AGENDA

Réunions de Lutte ouvrière

Villeurbanne

Vendredi 6 novembre à 18 heures

Centre culturel et de la vie associative

Cholet

Vendredi 6 novembre à 18 h 30

Salle de la Bruyère, rue de la Bruyère

Angers

Mardi 10 novembre à 18 h

Salle Daviers - 5, boulevard Daviers

Bourges

Samedi 7 novembre

à partir de 14 heures

Restaurant Les Rives d'Auron

Bordeaux

Dimanche 15 novembre

à partir de 14 heures

Château du Diable, 88, cours Victor-Hugo à Cenon

À 15 heures : intervention de Jean-Pierre Mercier suivie d'un débat

Cercle Léon Trotsky

Samedi 14 novembre à 16 heures

États-Unis : des élections en période de crise

Grande salle de la Mutualité Paris 5^e

24, rue Saint-Victor
M° Maubert Mutualité

Participation aux frais: 3 €

Cette réunion aura lieu si les mesures sanitaires la rendent possible, bien sûr dans le respect des normes en vigueur.

Covid-19 : les hôpitaux toujours démunis

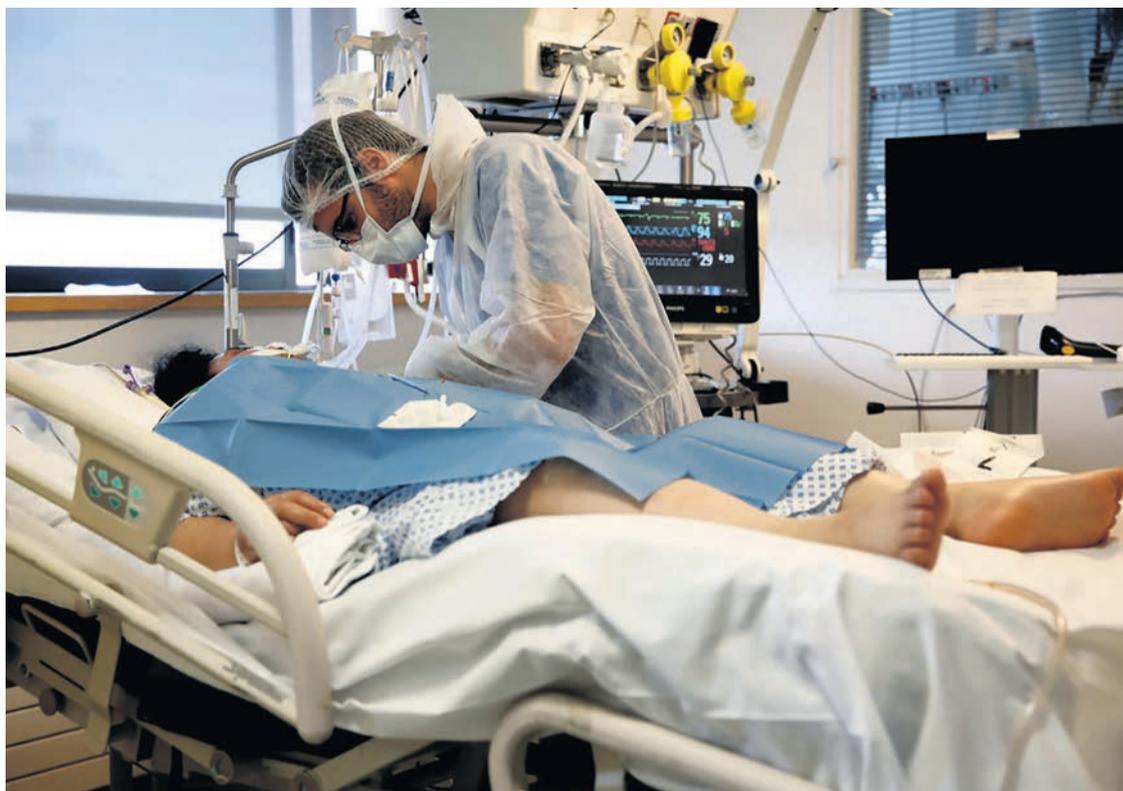
Sur la carte, les points rouges qui signalent les villes où l'épidémie s'emballe sont de plus en plus rapprochés. Dans les médias les scientifiques qui tirent la sonnette d'alarme sont de plus en plus nombreux. La plupart des hôpitaux sont proches d'une situation d'engorgement. La deuxième vague du Covid-19 est là.

Mais le virus n'est pas la principale cause de la crise sanitaire et de la catastrophe économique et sociale qu'elle révèle. Le principal agent du fléau est l'état du système de santé, et tout particulièrement de l'hôpital. Seine-Saint-Denis, Seine-et-Marne, Essonne, mais aussi Vaucluse, Ardèche, Hautes-Alpes... On ne peut tous les citer, car la liste est trop longue des départements où la quasi-totalité des lits de réanimation sont occupés. C'est au point que, déjà, des malades doivent être transportés dans d'autres départements, d'autres régions, et que des interventions programmées pour d'autres pathologies doivent être annulées.

Mais ce n'est pas tant le nombre de malades nécessitant une réanimation qui

est particulièrement important, que le nombre de lits qui est dramatiquement bas. Ainsi, si dans les hôpitaux publics de Marseille, dimanche 25 octobre, il ne restait que neuf lits disponibles, ce n'est pas que des centaines de malades frappaient aux portes des services, mais qu'il n'y a, en tout et pour tout, que 63 lits de réanimation ! 5 800 lits de réanimation à l'échelle de tout le pays, c'est à peine ce qu'il faut pour faire face aux pathologies habituelles, celles qui reviennent chaque année. Alors, quand un nouveau virus arrive...

Les leçons de la première vague du Covid-19 n'ont rien changé. Il n'y a pas de lits supplémentaires et il n'y a pas plus d'agents hospitaliers indispensables pour les faire fonctionner. Les



responsables répondent qu'en six mois, le laps de temps écoulé depuis la première vague, il n'est pas possible de former des médecins et des infirmières. Mais tout le personnel non médical qui manque, et accroît d'autant le travail des hospitaliers, aurait pu être formé et embauché : des brancardiers, des aides-soignantes, des administratifs, tous ceux qui seraient particulièrement utiles pour recevoir les malades, les conduire sur leur brancard, faire les lits, être auprès d'eux, noter, aider les familles dans les

tâches administratives...

Rien de cela n'a été fait. Macron a même eu l'indécence de déclarer, le 7 octobre, lors d'une visite à l'hôpital Rothschild où le personnel n'en peut plus : « On ne va pas créer des postes et des lits parce que le Covid est là, c'est impossible. (...) Ce n'est pas une question de moyens, c'est une question d'organisation. » C'est dit : il n'est pas là pour répondre aux besoins de la population. Au personnel de se débrouiller avec ce qu'il a.

Ce ne sont pas seulement

les six mois écoulés depuis la première vague, pas plus que le coronavirus apparu à la fin 2019, qui ont réduit l'hôpital à l'état où il est aujourd'hui. Il a fallu des dizaines d'années pour ce faire. Pendant des décennies, tous les gouvernements qui se sont succédés ont choisi de faire de l'hôpital public une structure dont la priorité est d'être financièrement rentable. C'est absurde et irresponsable au regard de la population, de la société, mais c'est la loi du capitalisme.

Sophie Gargan

Bidonvilles : des expulsions qui aggravent la misère

Alors que le début de la trêve hivernale censée mettre fin aux expulsions approche à grand pas, de plus en plus de bidonvilles sont évacués par la force, à la demande des maires et des préfetures. Plus de 2 400 personnes auraient été ainsi expulsées depuis le début du mois d'octobre.

Souvent cachés en bordure de périphérique, sous des ponts autoroutiers, sur des friches industrielles ou dans des terrains abandonnés, la centaine de bidonvilles recensés rien qu'en Île-de-France regroupent plus de 6 000 personnes. Dans des baraques de

fortune faites de bric et de broc, de grilles de chantiers ou de bâches, les habitants survivent comme ils peuvent en se protégeant des intempéries et des rats, récupérant un peu d'électricité à l'aide de branchements de fortune.

Certains sont des Roms de

Roumanie vivant en France depuis des décennies, d'autres des migrants plus récents d'Europe de l'Est, de Moldavie ou d'Ukraine. Après des années d'errance, certains, Afghans, Guinéens ou Soudanais, attendent là la réponse à leur demande d'asile. D'autres, déjà déboutés de leur demande dans un autre pays d'Europe, ont trouvé refuge ici, espérant échapper à un nouvel exil. Beaucoup survivent de petits boulots non déclarés dans le bâtiment, devenus

encore plus rares avec l'aggravation de la crise.

Depuis leur arrivée dans les bidonvilles, leurs habitants ont connu des expulsions à répétition et toujours vécu dans l'angoisse de tout perdre à nouveau. À l'opposé des discours gouvernementaux prônant la réinsertion sociale et promettant la disparition des bidonvilles d'ici 2023, malgré les efforts déployés par les associations pour scolariser les enfants et permettre aux familles d'accéder aux aides auxquelles elles ont droit, leur vie s'organise au rythme des évacuations. Les campements ne font que se reformer un peu plus loin, dans des conditions encore plus précaires. Tout est alors à recommencer, domiciliation, scolarisation des enfants, recherche de travail. Dans les rares villages d'insertion mis en place par certaines municipalités, les places sont chères. Les aides de l'État se résument bien souvent à laisser les familles écouter sonner dans le vide leurs appels au 115, dans l'espoir d'obtenir quelques nuits à l'hôtel.

Les associations comme Médecins du monde, qui

interviennent dans les campements, soulignent à quel point cette vie d'errance n'est nullement un choix. La misère et la marginalisation proviennent de l'absence d'accès à un travail stable, et surtout payé correctement. La pénurie de logements corrects et abordables les rend de plus en plus inaccessibles. Scandaleux dans un des pays les plus riches du monde, elle conduit à la privation d'accès à l'école pour les enfants ou même d'accès aux soins médicaux élémentaires, faute d'avoir rempli tous les formulaires exigés.

Lors de la première vague de Covid, l'État avait fait le minimum, prolongeant la trêve hivernale et faisant installer des points d'eau dans les bidonvilles. Mais, alors que la deuxième vague de l'épidémie rend la situation encore plus préoccupante, les autorités procèdent au contraire à la multiplication des expulsions.

Celles-ci aboutissent à rendre encore plus impossible la vie des plus misérables et ne servent qu'à flatter les préjugés contre les plus pauvres..

Gilles Boti



Bidonville au bord du canal de l'Ourcq, en octobre 2019.

Pauvreté : répartir le travail, faire payer le capital !

Samedi 24 octobre, le Premier ministre s'est déplacé dans les locaux d'Emmaüs pour commenter le plan pauvreté du gouvernement. Constatant la hausse de 20% des dossiers de RSA et de 30 à 40% des demandes d'aide alimentaire, Castex a parlé d'une pauvreté qui explose et de l'existence de familles ayant parfois du mal à se nourrir. Et de promettre de consacrer 1,1 milliard d'euros à ce problème.

Pour prévenir la bascule dans la pauvreté, le gouvernement promet une prime unique de 150 euros par foyer allocataire du RSA ou de l'ASS, plus 100 euros par enfant d'une famille percevant l'APL, y compris les jeunes, étudiants ou non, vivant seuls. Quelques autres mesures sont également prévues, censées favoriser le retour à l'emploi, dans une économie qui vient d'en supprimer 800 000.

Ce plan est ridicule par

rapport aux besoins pressants et il est scandaleux lorsqu'on rapporte son montant à ceux consacrés à sauver les profits des grandes entreprises. La fondation Abbé-Pierre a calculé que 0,8% des 100 milliards du plan de relance du gouvernement était consacré aux plus vulnérables. Et quelle partie les concerne, parmi les 460 milliards mis en urgence sur la table par le gouvernement depuis le début de l'épidémie, les milliards



offerts aux diverses branches industrielles, les lignes de crédit ouvertes aux banques, etc.? Aucune, évidemment, l'État n'est pas là pour aider les pauvres.

Avec l'aumône vient toujours le commentaire méprisant. Castex a repris les mots de Macron expliquant que, « plus on augmente les minima sociaux, plus on rend difficile le retour à l'activité ». Les centaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leur contrat, leur emploi déclaré ou non, leur stage et leurs espoirs, auraient donc

été en fait brutalement touchés d'un accès de paresse, qu'il ne faudrait pas encourager par une assiette d'une soupe trop épaisse? Et Castex de conclure, une fois de plus, que la meilleure façon de ne pas sombrer dans la pauvreté c'est d'avoir un emploi.

Alors que des millions de travailleurs vivent dans l'angoisse de perdre leur gagne-pain, au moment où le grand patronat licencie par dizaines de milliers sous le regard bienveillant du gouvernement, dire aux

chômeurs qu'ils n'ont qu'à trouver un emploi est du cynisme pur. Face à cela, les travailleurs n'ont d'autre choix que de lutter pour la répartition du travail entre tous, afin que chacun ait un emploi et un salaire dignes, quitte à prendre sur les fortunes patronales pour payer les salaires. Il le faut pour que la classe travailleuse puisse vivre, et aussi pour empêcher qu'elle se divise entre les exploités au travail et les humiliés au chômage.

Paul Galois

Chômage : au patronat d'assurer !

Le déficit de l'Assurance chômage devrait atteindre 18,7 milliards en fin d'année. Elle a revu à la baisse ses prévisions, alors qu'il y a quelques mois encore elle considérait que ce déficit serait de 25,7 milliards. Mais, vu l'incertitude de la situation, il est bien difficile de savoir quel sera finalement le déficit.

Pour réduire le déficit, avant la crise ouverte par la situation sanitaire, le gouvernement avait imposé une réforme, appliquée en partie, qui modifiait les conditions d'accès à une indemnisation.

Cette réforme, qui devait permettre une économie de 1,5 milliard cette année, ne pèsera quasiment plus rien face à l'ampleur du déficit actuel.

Celui-ci est évidemment

lié à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi à indemniser. Mais ce poste représente un tiers du déficit de l'Unedic, l'organisme payeur de l'Assurance chômage. Avec les nouvelles prévisions, c'est bien plus de la moitié du déficit, 57%, qui s'explique par les dépenses pour payer les salariés au chômage partiel et les baisses de recettes afférentes. Il s'y ajoute une partie des dépenses liées à

l'indemnisation de l'activité partielle de longue durée, qui concernerait déjà 200 000 personnes.

L'Assurance chômage est alimentée par une cotisation des employeurs. Calculée en fonction du salaire versé, il s'agit en fait d'un salaire différé, comptabilisé par le patronat parmi ses frais salariaux. Ce sont donc les salariés qui ont payé pour ne pas être mis à la porte immédiatement, sans aucune

garantie d'ailleurs de ne pas l'être dans les mois à venir. La crise est accélérée par la situation sanitaire, mais certains plans sociaux étaient déjà prévus bien avant. Finalement, le patronat étale les conséquences de la crise du système capitaliste grâce à l'argent de l'Assurance chômage ou à son endettement, sans qu'il soit question pour lui de diminuer ses bénéfices.

Inès Rabah

Conférence sociale : la guerre aux travailleurs confirmée

Le gouvernement avait prévu de marquer la rentrée sociale par une grande parade le 26 octobre où, réunissant patronat et syndicats, il allait enfin lancer les attaques contre l'ensemble du monde du travail qu'il avait dû reporter en mars dernier, à cause de la crise du Covid et de l'explosion du chômage.

Deux remises en cause majeures des droits des travailleurs devaient donc être lancées : la réforme de l'indemnisation du chômage et celle des droits à la retraite.

Cette conférence sociale intervient maintenant dans le contexte de la catastrophe sanitaire qu'on connaît, de l'épidémie hors de contrôle, avec l'aggravation inéluctable du chômage et l'approfondissement de la misère dans le pays. Castex, le Premier ministre de Macron, a dû ranger sa copie, conscient du caractère provocateur qu'elle aurait

pu avoir dans de telles circonstances. Le gouvernement s'est donc contenté d'annoncer le report de la réforme du chômage et de celle des retraites.

Attention, a tenu à marteler Castex, il ne s'agit pas d'une annulation mais d'un simple report. Pour l'Assurance chômage, son entrée en application sera reportée de trois mois, du 1^{er} janvier au 1^{er} avril. Pour les retraites aucun calendrier n'a été donné. Le Premier ministre a affirmé son intention de mettre en route la réforme de l'Assurance chômage le plus tôt possible,

en la qualifiant même de majeure. Pourtant cette réforme est destructrice des droits à l'indemnisation des chômeurs : des centaines de milliers d'entre eux, aujourd'hui indemnisés, ne le seraient plus. Cette réforme qui serait catastrophique dans ses effets, touchant toutes les catégories de salariés, a réussi à dresser contre elle l'ensemble des syndicats, même les plus complaisants d'habitude.

Sur la réforme des retraites, Castex, sans être aussi péremptoire, a déclaré qu'il maintenait son cap. Pour le moment, il préfère temporiser, en mettant en avant le chômage partiel de longue durée qui est d'abord un cadeau au patronat, puisque l'État prend en charge les salaires que le patronat aurait eu à payer.

Mais il est bien clair qu'il ne s'agit que d'une trêve, temporaire.

C'est dire que le sort des travailleurs ne sera réglé en aucune façon par un

quelconque « dialogue social », mais uniquement par le rapport de force qui les mettra position d'imposer leurs revendications.

Paul Sorel



Caricatures : **démagogues et dictateurs en campagne**

L'assassinat de Samuel Paty a relancé le débat sur les caricatures de Mahomet et le droit à user de l'humour, voire de la satire, pour critiquer les religions. Mais les objectifs de ceux qui prétendent défendre la liberté d'expression d'un côté, et de ceux qui s'affirment protecteurs du respect des croyants de l'autre, sont tout autres.

L'hypocrisie de politiciens réactionnaires, pourfendeurs du droit à l'avortement et du mariage pour tous, subitement transformés en défenseurs de la satire anticléricale et de la liberté d'expression, est évidente. Il y a 31 ans, en 1989, après les violentes manifestations contre le livre *Les versets sataniques* de Salman Rushdie, c'est Jacques Chirac qui déclarait : « Je n'ai aucune estime pour M. Rushdie. (...) Et en règle générale, je n'ai aucune estime pour ceux qui utilisent le blasphème pour faire de l'argent. » L'archevêque de Lyon avait quant à lui exprimé sa solidarité aux musulmans choqués, faisant un parallèle avec les catholiques heurtés quelques mois auparavant par le film *La dernière tentation du Christ*, dont les projections avaient été le théâtre de manifestations de catholiques intégristes, suscitant même l'incendie criminel d'un cinéma.

Le problème n'est pas de savoir s'il faut ou non montrer des caricatures anticléricales visant Mahomet, Jésus ou Bouddha. On peut les apprécier pour leur impertinence et le vent de liberté qu'elles font souffler,

ou les trouver d'un goût douteux. On doit avoir le droit de les publier, même si le combat contre les superstitions religieuses et contre l'obscurantisme nécessite d'autres arguments. Mais la prétendue intransigeance de Macron contre l'intégrisme islamiste, qui clame qu'on ne fera pas taire la liberté d'expression qu'incarnerait la France, est pour le moins à géométrie variable. Elle sait se faire discrète quand il s'agit par exemple de vendre des engins de mort à l'Arabie saoudite, où la charia régent la vie de la population et fait de la société une prison pour les femmes.

Quant à la controverse sur les caricatures, elle a commencé avant celles de *Charlie Hebdo*, après la publication en septembre 2005 de caricatures de Mahomet par un journal danois conservateur. La motivation du quotidien, dans un pays où l'extrême droite progressait, avait plus à voir avec le racisme et la xénophobie qu'avec le combat contre les préjugés religieux. Mais cette publication avait engendré des débats autour de la liberté d'expression, et d'autres quotidiens européens avaient décidé de



Le cinéma Saint-Michel attaqué par l'extrême droite en 1988 lors de la projection du film "La dernière tentation du Christ".

publier les caricatures, en réaction aux menaces de mort reçues par certains dessinateurs.

Cinq mois plus tard, en février 2006, des manifestations massives avaient lieu en Mauritanie, au Liban, en Turquie, en Iran et en Irak, mais aussi en Indonésie et au Pakistan. Il n'y avait pas là l'expression spontanée de la colère de croyants se sentant insultés, mais le résultat d'opérations politiques. Brandir ces caricatures, qui sans cela seraient restées confidentielles dans leur pays de publication, pour proclamer que dans ces pays la religion et son prophète sont bafoués, est un procédé commode pour se poser en défenseur des sentiments des masses sur un sujet ne risquant en aucun cas de déboucher sur des revendications sociales. C'était l'occasion, pour des régimes plus ou moins policiers et

dictatoriaux, de redorer leur image en jouant les opposants résolus de l'Occident et de détourner d'eux et de leur politique la colère des masses pauvres. On vit ainsi le dictateur syrien autoriser – pour ne pas dire orchestrer – le sac des ambassades danoise et norvégienne, cherchant ainsi à souder la population derrière lui. Les groupes intégristes islamistes, qui rêvent d'imposer leur dictature sous couvert de respect de la religion, s'étaient bien sûr également empressés d'utiliser cette situation.

Mais c'est aussi la politique impérialiste qui permet à des dictateurs, en puissance ou déjà en place, de ranger derrière eux des milliers de protestataires. Le ressentiment accumulé au fil des exactions, des oppressions, des injustices commises par les puissances impérialistes est ainsi dévoyé

sur un sujet exclusivement religieux. Des régimes corrompus et réactionnaires, souvent eux-mêmes alliés de l'impérialisme, peuvent ainsi se prétendre les vengeurs de leurs peuples humiliés, comme un Erdogan le fait aujourd'hui.

La barbarie qui monte n'est pas seulement due à la survivance de préjugés religieux, quels qu'ils soient. Elle est la conséquence du maintien de la société d'exploitation, de son pourrissement et de l'oppression qu'elle charrie. On ne peut combattre cette barbarie par l'invocation de principes de démocratie et de laïcité, que les gouvernants occidentaux sont les premiers à violer, sans s'en prendre aux causes de la misère grandissante sur laquelle prospèrent les courants réactionnaires, c'est-à-dire au système impérialiste.

Nadia Cantale

Propagande gouvernementale : l'invention de l' "islamo-gauchisme"

« Ce qu'on appelle l'islamo-gauchisme fait des ravages. [...] Ces gens-là favorisent une idéologie qui, ensuite, de loin en loin, mène au pire », a déclaré Jean-Michel Blanquer. Derrière ces propos volontairement flous mais clairement accusateurs, Blanquer cible aussi bien des enseignants

d'université, des étudiants, des militants du syndicat étudiant Unef, de la France insoumise.

L'objectif de cette déclaration et de la campagne autour est de faire taire les oppositions. Critiquer les mesures sécuritaires, la loi sur le séparatisme ou bien encore la prolongation de l'état

d'urgence sanitaire, dénoncer la campagne anti-musulmans serait, selon le gouvernement, faire le jeu des islamistes. Et les mêmes politiciens qui hurlent à l'islamo-gauchisme n'hésitent pas à faire de la récupération politique odieuse en spéculant sur l'émotion créée par l'assassinat de

Samuel Paty.

Le gouvernement voudrait faire croire qu'il y a un lien entre les terroristes et ceux qui critiquent sa politique, son actuelle campagne raciste et sa volonté de faire l'unité nationale derrière lui. Il espère ainsi désarmer, non seulement l'opposition parlementaire, mais

surtout ceux qui, parmi les travailleurs n'acceptent pas la situation.

Il n'est pas dit qu'il y arrive, car l'exploitation, elle, ne connaît ni religion ni frontière. C'est en s'unissant, en refusant toutes les divisions, que les travailleurs pourront combattre la barbarie capitaliste.

Camille Paglieri



Hommage à Samuel Paty : défendre nos idées !

Après l'assassinat barbare de Samuel Paty devant le collège où il enseignait, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a concocté un programme d'hommages officiels dans tous les établissements du pays pour la rentrée du lundi 2 novembre.

Un premier temps de « préparation entre professeurs » sera suivi d'un second, avec les élèves, pour « réaffirmer les principes de l'école et de la République ». Blanquer demande ensuite aux directeurs et professeurs de rassembler tous les élèves, les professeurs et ceux qu'il appelle « les partenaires de l'école » dans la cour des établissements, pour une minute de silence et la lecture de « la Lettre aux institutrices et instituteurs » de Jean Jaurès.

Exprimer son indignation et son horreur, après la décapitation d'un professeur qui a montré des

caricatures de Mahomet dans un cours sur la liberté d'expression, est une évidence. Tout comme il est indispensable de dénoncer le danger et l'emprise des islamistes intégristes, qui voudraient contrôler le contenu de l'enseignement et régenter la vie de ceux qu'ils considèrent comme appartenant à leur communauté.

Mais l'émotion et le dégoût légitimes sont instrumentalisés, depuis le 17 octobre, par Macron et ses ministres et par les dirigeants politiques de tout bord, qui multiplient les postures sécuritaires et les amalgames racistes.



Manifestation à Montpellier le 18 octobre.

Pour ne pas se faire voler leur émotion ou leur colère, les enseignants ne peuvent en rester à la minute de silence ou à l'union apparente derrière les valeurs républicaines : des « valeurs » qui ont inclus au fil du temps les massacres coloniaux, les fusillades contre des grévistes ou des insurgés, la torture en Algérie ou les camps de rétention pour sans-papiers. Les « temps de préparation » doivent être l'occasion de discussions entre collègues et avec les élèves.

Si des centaines de milliers de jeunes ont de quoi être inquiets, voire traumatisés par le passage à l'acte des islamistes et leur

emprise dans certains quartiers, que peuvent ressentir les élèves nés de parents étrangers ou appartenant à des familles musulmanes, pratiquantes ou pas, après quinze jours de campagne xénophobe et islamophobe ? Il faut comprendre les ressorts qui permettent aux tendances islamistes de progresser. Si le désespoir, la misère matérielle ou morale ont pu conduire des jeunes nés en France à partir en Syrie pour rejoindre Daech ou à décapiter un professeur, enrayer cette évolution ne se fera pas en traquant les propos hostiles à la laïcité ou en évoquant les prétendues valeurs de la république.

La société capitaliste en crise transforme des quartiers entiers en ghettos de misère et n'offre aucun espoir d'avenir à bien des jeunes. C'est sur ce terreau que se développent les intégrismes religieux, islamistes, évangéliques ou autres, mais aussi l'extrême droite raciste et identitaire. S'il y a une idée à transmettre à la jeunesse, en particulier à celle issue des quartiers populaires, c'est la conviction qu'elle doit prendre sa place dans le combat pour renverser le pouvoir des capitalistes et mettre en place une société débarrassée de l'exploitation.

Xavier Lachau

Crise France-Turquie : concours de démagogie

Samedi 24 octobre, l'ambassadeur de France en Turquie a été rappelé pour consultation, après que le président turc Erdogan a mis en cause la santé mentale de Macron.

Erdogan prétendait ainsi se poser en champion de la défense de l'islam et des musulmans contre Macron qui, lui, se faisait le défenseur du droit à caricaturer Mahomet après l'attentat de Conflans. Le 26 octobre, le président turc a surenchéri en déclarant : « Je m'adresse d'ici à ma nation : surtout ne prêtez pas attention aux marques françaises, ne les achetez pas. » Son appel au boycott des produits français rejoint ceux qui sont faits dans d'autres États du monde musulman, comme le Qatar, le Koweït et l'Arabie saoudite.

En réalité, le véritable enjeu de cette micro-crise diplomatique entre la France et la Turquie se situe bien loin de la défense de la liberté d'expression ou de celle de

la religion. La posture affichée par Erdogan lui permet de tenter de faire diversion auprès de sa population, afin de faire oublier une situation économique intérieure catastrophique, avec une inflation galopante. Sa quête de succès sur le terrain de la politique extérieure l'a conduit à envoyer des soldats turcs en Libye, à soutenir l'Azerbaïdjan dans sa guerre au Haut-Karabakh, à déployer des navires militaires en Méditerranée face à la Grèce... Les récentes attaques d'Erdogan contre Macron s'inscrivent dans cette fuite en avant, à la mesure de son discrédit croissant en Turquie.

De son côté, Macron n'est pas mécontent de pouvoir se poser en défenseur



Rayons vidés dans un supermarché d'un pays arabe.

intransigent de la liberté d'expression, à la faveur de cette crise avec la Turquie. Depuis des semaines, avant l'attentat de Conflans et encore davantage après, au fil de discours sur un prétendu séparatisme islamique, de déclarations sur le communautarisme qui

commencerait avec les produits halal dans les rayons des supermarchés, Macron et ses ministres se sont lancés dans une politique de stigmatisation des musulmans qui est le pendant de celle d'Erdogan.

Les motivations des présidents français et turc, qui

font mine de se défier, sont en fait similaires : chercher à faire oublier leurs propres responsabilités et celles des classes dominantes dont ils sont les serviteurs dans la crise qui frappe de plus en plus brutalement leur population.

Marc Rémy

Police : une compagnie bien protégée

Début juillet, des faits graves étaient reprochés à la CSI 93, une compagnie de police dite de sécurisation et d'intervention en Seine-Saint-Denis. Le préfet de police de Paris, Didier Lallement, avait alors annoncé sa dissolution.

Trois mois plus tard, la compagnie est toujours

en exercice, et même réquisitionnée dans son intégralité pour contrôler les personnes pendant le couvre-feu. La préfecture ne parle plus désormais que d'une nouvelle organisation des CSI d'Île-de-France.

Les faits reprochés, qui s'étalent sur près de trois ans, vont de la falsification

de procès-verbaux à des violences exercées contre les prévenus, en passant par la fabrication de fausses preuves pour arrêter des personnes contrôlées, ou encore la détention non autorisée de stupéfiants, le comble pour une compagnie spécialisée dans la lutte contre les trafics de

drogue !

Sur la quinzaine de policiers visés par les enquêtes concernant cette compagnie, quatre seulement ont été suspendus. Pour le reste, les enquêtes de l'IGPN, la police des polices, sont toujours en cours.

Le préfet Lallement est plus que prudent dans ses

sanctions, avec un souci visible de préserver le principe de présomption d'innocence. Il ne peut tout de même pas traiter ses propres policiers comme de vulgaires gilets jaunes ou des manifestants antiracistes !

V. F.

États-Unis : Wall Street gagne à tous les coups

Mardi 3 novembre les États-Unis éliront leur président, les membres du Congrès, les gouverneurs et bien d'autres autorités locales.

Dans le système américain, le président n'étant pas élu au suffrage direct mais indirectement par des grands électeurs, le vainqueur ne sera pas forcément celui qui aura obtenu le plus de voix.

Cela s'est produit à plusieurs reprises. Ainsi, en 2016, Trump avait obtenu trois millions de voix de moins que sa concurrente Hillary Clinton, mais il l'avait emporté grâce à un nombre plus élevé de grands électeurs, issus notamment des États ruraux.

Au niveau des États ou des élections locales, les électeurs ont souvent un certain choix. Mais au niveau fédéral, la seule alternative est entre les démocrates et les républicains. Nombre de travailleurs s'abstiennent ou ne sont pas même inscrits sur les listes électorales, tant l'alternance gouvernementale semble sans enjeu réel.

Trump ou Biden, le grand capital est serein

De toute façon, si suspense il y a, il ne concerne pas vraiment la politique qui sera menée. Certes, Trump est plus imprévisible, plus cynique et plus raciste que son concurrent Joe Biden. Mais l'un et l'autre ont des états de service rutilants pour les capitalistes.

La bourgeoisie connaît bien Trump, qui est issu du sérail. Elle lui sait gré d'avoir préservé ses affaires, y compris malgré le Covid. Depuis mars, toute une partie de la population s'est paupérisée et dépend maintenant de l'aide alimentaire. Le chômage est de 8% officiellement, estimé par le président de la Fed à 11%, il est en réalité plutôt de 27%, un taux comparable à celui de la Grande Dépression. Ce qui était présenté comme un chômage temporaire lié au Covid s'installe comme un chômage permanent, d'autant qu'une troisième vague de l'épidémie a commencé. En revanche, les cours de la Bourse ont retrouvé leur santé d'avant la pandémie. Les compagnies aériennes, les croisiéristes ou les parcs de loisirs font certes grise mine et des milliers de PME s'effondrent. Mais la finance se rattrape avec les Gafam, PayPal, Netflix, Tesla et autres Teledoc (médecine à distance), et les multinationales de la pharmacie, qui

attendent le gros lot de la production du vaccin.

Quant à Joe Biden, c'est depuis près de cinquante ans un politicien bourgeois aussi lisse que loyal. Sénateur de 1973 à 2009, il a voté d'innombrables mesures anti-ouvrières adoptées au cours de ces années, y compris des lois qui ont particulièrement ciblé les jeunes Noirs, comme le durcissement judiciaire et l'allongement des peines de prison, même pour de petits délits liés à la drogue. Il a soutenu les interventions militaires aux quatre coins du monde, dont les guerres d'Afghanistan et d'Irak commencées en 2001 et 2003. Vice-président d'Obama de 2009 à 2017 et aujourd'hui favori des sondages, Joe Biden est bien vu des financiers. Si on mesure sa cote aux versements faits par les grands capitalistes, il devance même Trump. Pourquoi en serait-il autrement ? Comme Trump, il enjoint de «fabriquer américain avec des emplois américains», et compte poursuivre le bras de fer avec la Chine. Avec Biden, la bourgeoisie



Donald Trump et Joe Biden en débat.

sait que, même si le pays compte des millions de chômeurs supplémentaires, l'argent fédéral continuera à se déverser sur les grandes firmes, et que la Bourse restera florissante.

Un scrutin sous tension

Il est difficile de dire quelles pourront être les suites du scrutin, qui se déroule dans une certaine tension. Si Biden et les démocrates ont tenté de s'appuyer sur la colère suscitée par le meurtre de George Floyd par un policier blanc, en mai dernier, Trump a au contraire

joué la carte de l'opposition frontale aux manifestants, flattant démagogiquement le racisme contre les Noirs. Dans plusieurs villes, des milices d'extrême droite sont apparues au grand jour, comme à Portland dans l'Oregon. À Kenosha dans le Wisconsin, un de ces miliciens a tué deux manifestants antiracistes. Dans le Michigan, un groupe a préparé le kidnapping de la gouverneure démocrate.

Ces groupes se peuvent être minoritaires, mais ils bénéficient d'un soutien dans une fraction de l'opinion et jusqu'à la Maison-Blanche. Ils se sont parfois appuyés

sur l'opposition au confinement, aux fermetures des commerces, voire au port du masque. Si Trump perd, ils peuvent chercher à se venger sur les Noirs, ou sur les antifascistes que Trump injurie quotidiennement. Et si la crise s'aggrave, si la situation sociale s'exacerbe, ils peuvent jouer un rôle plus large de supplétifs armés au service du capital.

Si les travailleurs des États-Unis n'ont rien à attendre de l'élection présidentielle, ils ont toutes les raisons de se mobiliser en cette période lourde de menaces.

Michel Bondelet

Les travailleurs migrants victimes du Covid... et des patrons

Cet article est traduit du journal trotskyste américain *The Spark* du 26 octobre.

La plupart des travailleurs qui assurent les récoltes aux États-Unis sont des migrants. Certains sont des immigrés sans papiers, d'autres ont des visas de travail temporaires. Dans les deux cas, ils peuvent être soumis à une exploitation extrême, mal payés pour un travail physique éreintant. Lorsqu'ils suivent la récolte le long des côtes, ils sont entassés dans des caravanes ou des cases, partagent des chambres, des cuisines et des salles de bain, et sont emmenés vers les champs dans des bus pouvant accueillir jusqu'à 40 personnes.

Lorsque le virus a frappé, la plupart des patrons des exploitations agricoles n'ont pris que peu de mesures de sécurité, voire aucune. En conséquence, le Covid-19 s'est répandu dans les camps de travailleurs

agricoles. Selon une étude, à la mi-octobre, environ 150 000 ouvriers de ce secteur avaient contracté le virus et environ 3 750 en étaient morts.

Lipman Farms, une firme géante de l'agriculture qui possède des fermes en Floride, en Caroline du Sud et en Virginie, a stoppé le virus en enfermant ses travailleurs. Alors qu'auparavant ils pouvaient aller en ville pendant leurs jours de repos, ils ne sont plus autorisés à sortir. Sans accès aux machines à laver ou aux magasins pour acheter de nouveaux vêtements, les travailleurs déclarent avoir des éruptions cutanées dues à la saleté des vêtements de travail.

Comme l'a dit un travailleur, sans pouvoir sortir, «vous êtes pratiquement un esclave». Et comme ces travailleurs sont venus avec



des visas de travail temporaires, ils seront immédiatement expulsés.

Les entreprises auraient pu construire plus de logements, pour que les travailleurs ne soient pas aussi entassés. Elles auraient pu faire venir des bus supplémentaires et fournir des équipements personnels de protection. Elles auraient pu prévoir des jours de repos payés si un travailleur présente des symptômes,

et mettre en place un programme de tests réguliers. Mais cela aurait réduit leurs bénéfices.

La menace d'expulsion rend ces travailleurs plus vulnérables. Mais, malgré les mensonges de Trump adressés à ceux qu'il appelle «travailleurs américains», bien des patrons seraient capables d'appliquer ces mêmes conditions à tous.

The Spark



Minsk, le 26 octobre.

Biélorussie : la grève, l'opposition et les travailleurs

L'opposition démocratique au président biélorusse Loukachenko, comme elle se désigne désormais, avait appelé à manifester le 25 octobre. Elle le fait chaque dimanche, mais cette fois elle lui avait posé un ultimatum : il devait libérer tous les prisonniers politiques, mettre fin aux violences policières et quitter le pouvoir avant le soir.

Sans surprise, Loukachenko a répondu, comme depuis plus de deux mois, en jetant ses forces antiémeutes sur les manifestants à Minsk, la capitale. L'opposition a donc maintenu son ordre de grève générale pour le lendemain, 26 octobre.

Depuis des semaines, la cheffe de l'opposition, ex-candidate à la présidentielle falsifiée du 9 août, Svetlana Tikhanovskaïa, a multiplié les adresses, depuis son exil en Lituanie, à ceux qu'elle appelle ses « chers travailleurs des usines et des entreprises ». Elle leur dit : « Parlez plus de vos victoires ! (...)

Regroupez-vous, partagez vos succès et continuez votre lutte, ce n'est qu'ainsi que vous pourrez rétablir la loi et sauver votre entreprise, menacée par le régime. (...) Les Biélorusses savent tous combien votre grève est essentielle. »

Alors que le régime a su juguler le mouvement gréviste de l'été, l'opposition libérale et ses porte-parole essaient depuis des semaines d'entraîner la classe ouvrière derrière eux, sur leur terrain politique et social. Sans elle, ils ne peuvent pas grand-chose, car elle englobe la majorité des dix millions de Biélorusses. Surtout, elle occupe

une place décisive dans la marche de ce pays, où 70 % des entreprises restent étatisées, avec des combinats à la soviétique qui concentrent chacun jusqu'à des dizaines de milliers de travailleurs.

Or, si la grève du 26 octobre a été très suivie dans l'enseignement, les petites entreprises privées et la Silicon Valley biélorusse (50 000 emplois privés dans la high tech), ce n'est pas le cas dans la grande industrie. Il y a eu des débrayages, des grèves du zèle, mais rien de comparable aux grèves ouvrières qui, en août, ont ébranlé le pouvoir.

Les directions des entreprises, plutôt que de s'opposer de front au mouvement, manœuvrent pour l'émietter. À cela s'ajoute la crainte de la répression et des licenciements, le fait que, malgré des mois de contestation, le pouvoir ne faiblit pas. Tout cela

a joué contre la grève auprès d'ouvriers qui, ils l'ont montré, ne portent pas le régime dans leur cœur. Mais les travailleurs sentent aussi que, si le régime n'est pas leur ami, cette opposition, dominée et soutenue ouvertement par la petite bourgeoisie et certains milieux d'affaires, ne l'est pas non plus.

Le jour de la grève, un animateur de ce qui fut le comité de grève de MTZ (la principale usine de Minsk) cet été, emprisonné alors pour cela, et membre du Comité de coordination (l'état-major de l'opposition), s'est rendu en Pologne. Il y a rencontré Lech Walesa, l'ancien leader des grèves de l'été 1980 qui avaient fait reculer le régime des bureaucrates polonais et donné naissance au syndicat indépendant Solidarnosc. Il s'agissait, selon ses mots, de recueillir « son expérience

sur la façon d'organiser le mouvement gréviste ». Mieux vaudrait dire, de le dévoyer. Car Walesa, qui s'est vanté d'avoir voulu dès 1980 rétablir le capitalisme dans son pays, est devenu quelques années plus tard président de la Pologne des privatisations, des licenciements massifs. Il a eu l'aide de dignitaires du régime dit socialiste, tel le général Jaruzelski, de l'épiscopat, des milieux de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie d'affaires, ainsi que de cadres de Solidarnosc.

Ce n'est pas des conseils de ces gens-là, ni de leurs perspectives réactionnaires que les ouvriers biélorusses ont besoin pour lutter contre le régime policier de Loukachenko sans tomber sous la coupe de forces sociales et politiques qui ne vaudraient pas mieux.

Pierre Laffitte

Pologne : nouvelle attaque contre le droit des femmes

Judi 22 octobre, la Cour constitutionnelle polonaise a jugé inconstitutionnelle une des clauses de la loi sur l'IVG, celle qui permet aux femmes enceintes d'un fœtus présentant des malformations « graves et irréversibles » d'avorter.

La loi sur l'IVG en Pologne était déjà parmi les plus restrictives. Elle n'autorisait l'avortement que dans trois cas : lorsque la vie de la mère était en danger, lorsque la mère avait été violée ou victime d'un inceste, et si le fœtus présentait des malformations graves et irréversibles. 98 % des 1 100 avortements légaux pratiqués en moyenne chaque année l'étaient pour cette dernière raison. Mais chaque année, deux cent mille femmes avortent illégalement, à l'étranger pour les plus fortunées, et dans des conditions dangereuses et éprouvantes pour les autres.

Pourtant, cette disposition de la loi, voire l'ensemble de la loi, sont devenus une cible du pouvoir polonais. Depuis que le parti réactionnaire

PiS (Droit et justice) est arrivé au pouvoir en 2015, il a déjà tenté, en 2016 et 2018, de réduire ces droits pourtant bien limités. Mais il avait dû reculer devant la réaction des femmes et d'une grande partie de la société polonaise.

Depuis le mois de septembre, la coalition autour du PiS, dans laquelle deux petits partis (Pologne solidaire et l'Alliance) lui sont alliés, est secouée par la lutte de leaders plus jeunes et plus réactionnaires qui veulent se mettre en avant. Les détails de cette bagarre sont plutôt grotesques. La crise fait suite à une proposition de loi, dite loi sur la protection animale, portée par le PiS, début septembre. Il s'agit d'interdire les élevages de visons, renards et rats-laveurs, dont la Pologne



est le troisième producteur mondial, et de limiter l'abattage rituel des animaux, la très catholique Pologne étant une grande exportatrice de viande halal et casher. Les petits partis alliés du PiS, voulant avoir le soutien du monde rural, ont refusé cette loi et ont menacé de quitter la coalition gouvernementale, ce qui lui aurait

fait perdre la majorité au Parlement. Tout cela s'est terminé par l'entrée au gouvernement d'une part du vieux leader du PiS, Jaroslaw Kaczynski, nommé vice-Premier ministre, et d'autre part d'un nouveau ministre de l'Éducation, ultra-réactionnaire, Przemyslaw Czarnek, connu notamment pour ses prises de positions en

faveur des châtiments corporels pour éduquer les enfants.

Dans ce climat, des commerçants, des maires, des autorités régionales, ont été encouragés à se déclarer « zone sans LGBT ». La surenchère réactionnaire s'est déchaînée, les propos antisémites de tout ce petit monde se sont multipliés.

Dès le lendemain de la sentence de la Cour constitutionnelle, et tout le week-end des 24 et 25 octobre, des manifestations de milliers de femmes et d'hommes révoltés par cette décision se sont multipliées, à Varsovie, Gdansk, Cracovie, Lodz, et dans une douzaine d'autres villes. Des manifestants ont même envahi des églises, avec comme slogans « Barbares ! » ou encore « On veut avorter de notre gouvernement ». On ne peut que les soutenir et espérer que le pouvoir réactionnaire soit contraint de reculer.

Nelly Meyer

Nigeria : révolte contre la répression et le système

Depuis maintenant trois semaines, des milliers de jeunes manifestent au Nigeria pour protester contre les violences policières. Ils bravent les forces de répression qui n'hésitent pas à ouvrir le feu et ont déjà fait plus de soixante-dix morts.

Le 3 octobre dernier, une vidéo largement diffusée par les réseaux sociaux montrait des policiers de la Brigade spéciale de répression des vols (SARS) abattant un homme dans le sud du pays. Des milliers de témoignages ont aussitôt afflué pour dénoncer les violences policières, repris sur le hashtag #End SARS (en finir avec la SARS) et, dès le 8 octobre, une manifestation se déroulait à Ughelli, la ville où les hommes du SARS avaient perpétré leur crime. La répression policière impitoyable, faisant deux morts, ne fit que mettre de l'huile sur le feu. Dès le lendemain, le mouvement s'étendait dans les grandes villes du pays, à tel point que le président Mohammed Buhari annonçait le 11 la dissolution des SARS et leur remplacement par une nouvelle brigade, la SWAT, ce qu'il appelait une réforme de la police.

Cette tentative de mettre fin au mouvement par un simple changement de nom a fait long feu, comme d'ailleurs les menaces de l'armée se disant prête à faire respecter la loi et l'ordre et le couvre-feu qui s'ensuivit. Les manifestations

ont repris, plus nombreuses encore, dans les principales villes, et notamment à Lagos, la capitale économique du pays et la plus grande ville du continent africain, une métropole de plus de 20 millions d'habitants. Le mouvement a culminé mardi 20 octobre. Ce jour-là les manifestants, descendus une nouvelle fois dans la rue, ont affronté les forces de répression qui ont ouvert le feu, faisant une douzaine de morts au péage de Lekki, dans le sud de la ville.

Les manifestants ne supportent plus la criminalité policière endémique au Nigeria. Les forces de répression se payent en rackettant les passants aux points de contrôle qui quadrillent la ville. Il faut sortir son argent sous peine de voir sa voiture ou son moto-taxi réquisitionné et confisqué. Toute protestation peut être suivie de passage à tabac, de tortures et finalement d'une exécution sommaire.

Dans plusieurs villes, la révolte populaire a débouché sur des émeutes de la faim. Des milliers de personnes ont pénétré de force dans les hangars contenant l'aide alimentaire. La



AFRICULTURE

« Si on nous tue pour avoir voulu vivre à l'aise, pourquoi les politiciens sont-ils toujours en vie ? »

population n'avait jamais vu la couleur de ces aliments destinés aux familles touchées par l'épidémie de Covid-19, et s'est donc servie directement. Elle accuse les autorités d'avoir détourné cette aide à son profit.

La mobilisation de la jeunesse contre la police et un système corrompu survient alors qu'une crise économique dramatique frappe aujourd'hui la population, dont 70% vit sous le seuil de pauvreté, selon l'ONG Oxfam. En septembre dernier, à l'instigation du FMI et de la Banque mondiale, le prix de l'électricité a doublé et les subventions pour l'essence ont été supprimées,

entraînant une hausse importante des prix à la pompe. Dans ce pays qui est le premier producteur de pétrole d'Afrique mais ne possède pas de raffinerie, la population pauvre en est souvent réduite à siphonner les pipe-lines, au risque d'explosions meurtrières. La fermeture des frontières liée à la crise sanitaire, ainsi que la hausse des transports, ont de leur côté entraîné une hausse des prix des produits alimentaires. Ceux-ci ont augmenté de 15% en un an : poulet, manioc, riz, tout est plus cher.

Pendant que les jeunes n'ont aucun emploi et que des millions de pauvres peinent à survivre, les

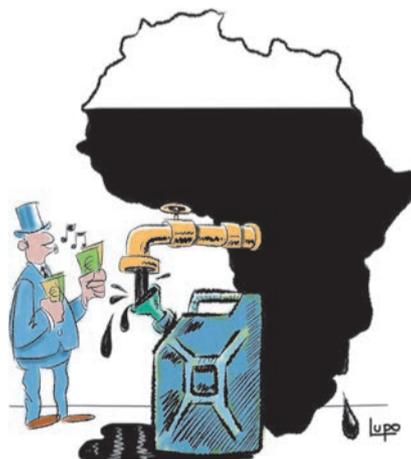
politiciens au pouvoir et les grands chefs de l'armée accumulent des fortunes colossales, au côté de quelques capitalistes locaux comme le roi du ciment Aliko Dangote, l'homme le plus riche d'Afrique, très lié au pouvoir. Quant aux trusts internationaux, à commencer par les compagnies pétrolières, ils sont les premiers à profiter de la corruption du régime et à l'alimenter.

Aujourd'hui, les jeunes et la population pauvre ne supportent plus ce système pourri et sont entrés en lutte contre les forces de répression qui le protègent.

Daniel Mescla

Total : exploitation mortifère

Le 28 octobre, Total comparait devant la cour d'appel de Versailles pour ses exploitations pétrolières en Ouganda. L'appel a été réclamé par six associations françaises et ougandaises, dont les Amis de la Terre et Survie. Elles demandent que Total soit reconnu responsable des atteintes à l'environnement et aux droits humains de dizaines de milliers d'Ougandais.



La découverte d'énormes gisements pétroliers près du lac Albert en 2006 a donné le coup d'envoi d'une gigantesque exploitation par les filiales de Total en Afrique, unies à deux compagnies

britannique et chinoise. L'objectif est de construire plus de 400 puits de pétrole et un oléoduc chauffé, de 1400 kilomètres, traversant l'Ouganda et la Tanzanie jusqu'au port de Tanga sur l'océan Indien. Cet énorme chantier traverse des terres cultivées, dont il faut indemniser les propriétaires.

Les associations dénoncent une acquisition forcée de terres soumises à l'expropriation, des faibles compensations quand il s'agit d'un achat, des paiements en retard, des pressions et des menaces sur des militants associatifs. Lors d'un premier procès en décembre 2019, le tribunal de Nanterre s'est

déclaré incompétent et a renvoyé l'affaire vers des tribunaux de commerce, comme s'il s'agissait de simples différends commerciaux.

Mais des témoignages sont là, comme celui d'un cultivateur dépossédé de ses terres dès le jour de leur évaluation, interdit d'y poursuivre ses cultures en attendant l'indemnisation, qui a perdu toutes ses récoltes et n'avait plus de quoi nourrir sa famille. Il n'est pas le seul : un rapport des

Amis de la Terre liste toutes les atteintes au développement des communautés, à leur droit de propriété, à la possibilité de choisir entre l'indemnisation en argent ou en terres cultivables, à leur alimentation même.

Total a rejeté toute responsabilité, y compris dans le manque de vigilance sur ses filiales. Pour l'entreprise, ce sont les partenaires locaux qui effectuent les transactions, ce sont les autorités ougandaises qui ont établi le barème des

indemnités. Quant aux intimidations, elles sont, dit-elle, « totalement incompatibles avec les principes du code de conduite de Total » !

Mais le code de conduite de Total, c'est acquiescer « des ressources à long terme et à bas coût », comme le dit son PDG, et surtout à gros profit pour ses actionnaires. Adossée à l'État français, servie par les États africains, la multinationale se sent les mains libres.

Sylvie Maréchal

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 211 (novembre 2020) :

- Socialisme ou barbarie
- États-Unis : des élections en temps de crise
- États-Unis - Chine : une pression accrue
- Menaces de guerre
- Élections en Côte d'Ivoire
- Grande-Bretagne : fiasco sanitaire et régression sociale
- La chasse et les chasseurs

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,90 euro.

Djihadisme : un produit de l'impérialisme pourrissant

Bien qu'il semble avoir agi seul, l'auteur de la décapitation de Samuel Paty s'est largement inspiré de l'idéologie religieuse et des méthodes des groupes djihadistes qui sévissent au Moyen-Orient.

Les gouvernements des puissances occidentales ont beau présenter Daech comme leur pire ennemi, ils sont pour beaucoup dans l'essor de la mouvance intégriste et djihadiste. Au Moyen-Orient, après la Première Guerre mondiale, pour faire contrepoids à l'essor de forces anticolonialistes, nationalistes ou qui se revendiquaient du communisme, les puissances occidentales ont ainsi favorisé les mouvements les plus réactionnaires, tels les Frères musulmans, dont l'objectif était d'imposer la charia comme fondement de l'organisation politique et sociale.

Par la suite, les dirigeants impérialistes saisirent toutes les occasions d'affaiblir les régimes nationalistes liés à l'URSS et qui s'étaient mis en place en Égypte, en Irak et en Syrie après 1945. Ces régimes apparaissaient progressistes, avec une certaine laïcité, le droit à l'instruction pour les femmes, comparés à la monarchie saoudienne moyenâgeuse où la charia était en vigueur. Le soutien de l'impérialisme américain à cette dernière favorisait un des courants les plus réactionnaires de l'islam, le wahhabisme. L'Arabie saoudite put financer les organisations musulmanes les plus intégristes, qui eurent des facilités matérielles et financières pour s'implanter dans tous les pays.

Le terrorisme islamiste et les guerres impérialistes

En Afghanistan, dans les années 1980, la CIA et le régime saoudien agirent conjointement pour renverser le gouvernement de Kaboul soutenu par les troupes soviétiques. Ils financèrent des camps d'entraînement et l'armement de la guérilla la plus intégriste. C'est dans ces camps que le Saoudien Oussama Ben Laden, missionné par les services secrets de son pays, tissa un réseau avec les djihadistes qui affluaient des pays musulmans et s'illustrèrent par des atrocités contre la population afghane. Ben Laden recruta parmi ces hommes pour former dès 1987 al-Qaïda.

En 1989, après le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan, une partie des djihadistes poursuivirent leur combat auprès des talibans, tandis que d'autres rentrèrent dans leur pays. En Algérie, leur retour coïncida avec l'ascension du FIS (Front islamique du salut). En 1991, l'annulation des élections par l'état-major de l'armée afin d'empêcher le FIS d'accéder au pouvoir déclencha une guerre menée par différentes guérillas islamistes, renforcées par l'expérience des commandants «afghans».

Les GIA (Groupes islamistes armés) semèrent alors la terreur au sein de

la population. Tous ceux qui ne respectaient pas la charia étaient considérés comme des mécréants bons à être anéantis. Durant cette décennie noire, la vie de la population fut ponctuée par des attentats ciblés, des intimidations, des kidnappings, des viols et des massacres.

Ben Laden, qui avait tenté sans succès de rallier les groupes algériens à al-Qaïda, organisa des attentats contre ses anciens commanditaires. En 1998, il visa des ambassades américaines en Afrique, puis en 2000 des navires de guerre stationnés au Yémen. Après l'attentat du 11 septembre 2001, le prestige de Ben Laden s'étendit parmi les groupes djihadistes du monde entier, dont beaucoup lui firent allégeance.

Le chaos irakien, berceau de Daech

Après 2001, les États-Unis et leurs alliés déclarèrent leur « guerre au terrorisme ». Fin 2001, le régime des talibans, qui abritait Ben Laden, était renversé. Puis la menace plana sur l'Irak. En 2003, sur la base du mensonge qui accusait l'Irak de disposer d'armes de destruction massive, un déluge de feu s'abattit sur le pays. Saddam Hussein fut pendu. L'armée et l'administration irakiennes furent démantelées. Les autorités d'occupation américaines dressèrent les Irakiens les uns contre les autres en fonction de leur confession. Elles s'appuyèrent sur des partis religieux chiïtes, qualifiés jusqu'alors de terroristes.

Le chaos irakien devint le



Guérilla afghane contre l'armée russe dans les années 1980.

nouveau point de ralliement des aspirants djihadistes de tous pays. Ils pouvaient y défier la première armée du monde. Les milices d'al-Qaïda étaient armées et financées par des fonds en provenance des monarchies pétrolières, soucieuses d'affaiblir le nouveau gouvernement de Bagdad, très lié à leur rival iranien.

Daech, une nouvelle organisation terroriste ultra-violente, naquit du chaos irakien et des entrailles d'al-Qaïda en Irak. Son leader, Abou Omar al-Baghdadi, affichait sa volonté de créer en Irak un État islamique, ou califat. Il disait vouloir venger les populations sunnites marginalisées par le nouveau pouvoir. Cependant la violence de ses attaques suicides et ses méthodes de gangster l'isolaient de la population sunnite qu'il prétendait représenter.

Le terreau de la guerre en Syrie

En 2011, quand les troupes américaines quittèrent l'Irak, Daech sut capter la révolte des jeunes sunnites victimes de la répression menée par le gouvernement irakien. Au même moment, en Syrie, la contestation sociale et politique du régime de Bachar al-Assad débouchait sur une guerre civile. Pas mécontentes de voir Assad affaibli, les puissances impérialistes laissèrent agir leurs alliés locaux, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, hostiles au régime d'Assad, face à l'Iran principal soutien du régime syrien. La Syrie devint l'arène où ces États se livrèrent une guerre par milices interposées, avec un soutien discret des grandes puissances.

Toutes ces manœuvres profitèrent à al-Baghdadi, qui saisit l'opportunité que lui offrait la guerre civile. Ses hommes aguerris pénétrèrent en Syrie et prirent le contrôle de territoires entiers dans l'est du pays, attirant les combattants

étrangers, les armes et les fonds en provenance d'Arabie saoudite. Après s'être renforcées en Syrie, les milices de Daech investirent de nouveau l'Irak et prirent Falloujah puis Mossoul.

En proclamant un califat à cheval entre la Syrie et l'Irak, al-Baghdadi échappait au contrôle de forces qui avaient voulu l'utiliser mais n'avaient fait que le renforcer. La guerre menée contre lui par la coalition impérialiste lui conférait une aura auprès de milliers de jeunes prêts à venir l'aider. La population locale, en revanche, était ramenée des siècles en arrière. Soumise à la charia et à la surveillance d'une police religieuse, elle risquait la décapitation, la lapidation ou la crucifixion.

Si, depuis 2019, la guerre contre Daech est officiellement terminée, Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, reconnaissait que « l'État islamique (Daech) n'est pas défait sur le fond et qu'il y a toujours des cellules clandestines en Irak ». Oui, rien n'est réglé.

Les attentats qui sont commis ici en France sont l'écho persistant des sales guerres qu'a menées et mène l'impérialisme. L'attraction qu'exerce Daech auprès d'une fraction de la jeunesse désorientée est toujours présente. Avec ou sans ordres, de façon individuelle ou en commando, le courant djihadiste peut inspirer des attentats en France ou dans les pays voisins.

La classe ouvrière et les classes populaires dites musulmanes sont instrumentalisées, désignées comme boucs émissaires par l'extrême droite raciste, ou sommées par les intégristes de se conformer à l'idéologie religieuse qu'ils veulent lui imposer. Les uns et les autres sont pour le maintien d'un ordre social injuste et d'un système capitaliste en complète putréfaction, qui ne méritent que d'être renversés.

Leïla Wahda



Manifestation contre Bachar al-Assad en mai 2011.

Hôpital de la Croix-Rousse – Lyon : submergé par la deuxième vague

Malgré les discours du gouvernement, le nombre de lits et de soignants n'a pas augmenté à l'hôpital de la Croix-Rousse, à Lyon, depuis la première vague de l'épidémie.

Aujourd'hui, avec la multiplication des cas de Covid-19, les services de soins continus et de réanimation sont complètement saturés.

Les médecins doivent parfois choisir, entre différents patients, ceux qui pourront bénéficier d'un lit qui s'est libéré. Pour les malades, être plus âgé ou être dans l'attente d'une greffe d'organe peut être un critère qui ferme les portes de la réanimation.

Faute de places dans les services spécialisés, les autres services doivent assurer eux-mêmes des soins intensifs avec les moyens du bord, mais sans le matériel

nécessaire à la surveillance ou à l'intubation des patients. Ces conditions très dégradées réduisent leurs chances de survie, qu'ils soient malades du Covid ou qu'ils souffrent d'une autre pathologie.

Partout, le manque de soignants est tel que tout le monde doit courir et parer au plus pressé. Les effectifs prévus dans les services conventionnels – une infirmière et une aide-soignante pour dix patients – ne permettent pas de prendre en charge correctement les malades du Covid, dont l'état peut se dégrader très rapidement. Et, quand une

personne en fin de vie est mise en sédation, les soignants n'ont même pas le temps de rester auprès d'elle pour l'accompagner.

Dans tout l'hôpital, l'ensemble du personnel est touché par une surcharge de travail à laquelle il ne peut faire face. Alors qu'elles ne sont déjà pas assez nombreuses en temps normal, les employées du groupe GSF, qui s'occupent du ménage, doivent aussi procéder aux désinfections des chambres des patients atteints par le Covid, ce qui demande beaucoup plus de temps. Au Brancardage, les transports sont également plus longs à réaliser, et le surplus de travail est tel que les brancardiers ont dû refuser de déplacer certains



patients. Enfin, aux Urgences, ce sont des dizaines de malades qui restent des heures sur des brancards, voire une nuit entière, faute de leur trouver des lits dans les autres services...

Alors que la deuxième vague de l'épidémie n'en est qu'à ses débuts,

l'épuisement des équipes est déjà complet. Le gouvernement, qui s'est rabattu sur les restrictions et le couvre-feu plutôt que de donner des moyens aux hôpitaux, est complètement responsable de cette situation révoltante.

Correspondant LO

Delpharm-Orléans : grève contre l'augmentation du temps de travail

L'usine du groupe pharmaceutique Delpharm à Orléans (ex-Famar) compte plusieurs centaines de travailleurs.

Mardi 20 octobre, les décisions de la direction concernant la nouvelle organisation du temps de travail pour les travailleurs postés a déclenché leur colère.

Elle proposait de leur supprimer une semaine de congé à tous et de faire travailler les équipes de production 54 jours de plus, en supprimant, entre autres, treize jours de RTT ! Spontanément, la totalité de l'équipe de l'après-midi s'est mise en grève, suivie le lendemain par l'équipe du matin, provoquant l'arrêt des lignes de production et le retour précipité du directeur

de ses vacances. Après que des travailleurs lui ont dit ce qu'ils avaient sur le cœur, il a pu constater que son projet ne passait pas du tout.

Sous la pression, la direction a renoncé à voler une semaine de congés payés, et a ramené l'horaire de fin des équipes de 22 heures à 20h 15. Mais le compte n'y est toujours pas. Les travailleurs estiment qu'on leur vole l'équivalent de cinq semaines de congés ou un mois et demi de salaire. Des débrayages se sont poursuivis chaque jour, dans toutes les équipes, dans l'attente d'une réunion prévue le

mardi 26 octobre. Mais, ce jour-là, la direction n'a pas daigné aborder le sujet des horaires des travailleurs postés.

Ce refus, vécu comme une marque de mépris, a décidé les travailleurs de chaque équipe, réunis en assemblée générale, à passer des débrayages à la grève et à élire leur comité de grève. La colère est à la hauteur de l'attaque et il n'est pas question d'accepter de travailler plus, sans que cela ne coûte rien au patron. L'usine fait des bénéfices, près de sept millions d'euros en moins d'un an. C'est un argument qui renforce la détermination des grévistes.

Correspondant LO

SNCF – Noisy-le-Sec : comment la direction gère la pandémie

À l'atelier de maintenance SNCF de Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis, un ouvrier est tombé malade mardi 13 octobre.

Le lendemain, il prévenait son chef et ses collègues qu'il avait les symptômes du Covid-19. Vendredi 16, il rappelait pour avertir que son test était positif.

Ce même jour, la direction faisait remplir un questionnaire aux ouvriers de sa seule équipe. Deux ouvriers qui avaient déjeuné mardi 13 avec le malade au réfectoire avaient déjà averti la direction qu'ils avaient été en contact étroit avec lui : au réfectoire, la place manque pour observer la distanciation sociale lorsqu'on mange.

Ce n'est que le lundi suivant que les deux ouvriers cas contacts furent avertis par la direction qu'ils n'avaient pas été jugés à risque par le médecin du travail qui avait étudié les questionnaires.

Malgré tout, la direction

avait pris rendez-vous mercredi 21 pour qu'ils aillent passer le test, tout en leur disant qu'ils restaient au travail.

Elle omettait seulement de leur demander leur accord et ne leur disait pas qu'ils devaient travailler seuls et prendre leur pause et leur repas seuls, comme c'est prévu dans le nouveau protocole Covid-19 de la SNCF en cas de maintien au travail de cas contact.

Même si les tests se sont révélés négatifs, ce que les travailleurs n'ont appris que vendredi 23, beaucoup d'ouvriers ont été inquiets durant toute la semaine. Voilà comment la SNCF, et sûrement beaucoup d'autres patrons, font prendre des risques aux travailleurs afin d'éviter de perturber leur production.

Correspondant LO

Lycée Henri-Darras – Liévin : la coupe est pleine !

Le lycée Henri-Darras de Liévin, dans le Pas-de-Calais, accueille environ 1700 élèves et étudiants. Jeudi 15 et vendredi 16 octobre, plusieurs dizaines de membres du personnel ont manifesté leur colère.

En effet si, en temps ordinaire, les conditions d'accueil des élèves ne sont pas reluisantes, depuis septembre la crise Covid les rend tout à fait déplorables : absence de gel dans les salles de classe, absence de matériel de désinfection alors que huit ou dix élèves se succèdent chaque jour sur les mêmes tables, des

fenêtres condamnées qui ne permettent pas la ventilation suffisante des locaux, dans les toilettes de l'eau froide uniquement, ce qui n'incite guère au lavage régulier des mains, entassement à 30-35 élèves dans les salles de cours qui fait oublier toute idée de distanciation physique... La crise Covid a même eu

raison de la cantine, où un plat unique a remplacé les menus habituels qui permettaient un certain choix.

C'est dans ce contexte qu'un simple mail de la direction invitant le personnel à suivre de chez lui, sur son temps de repos, une formation à distance sur la continuité pédagogique a mis le feu aux poudres.

Dans le week-end du 10 au 11 octobre, une trentaine de professeurs ont répondu à la direction qu'ils en

avaient assez de ces dispositifs hors-sol alors qu'on les laisse se débrouiller seuls avec les difficultés du quotidien. Beaucoup, qui se disent eux-mêmes habituellement silencieux, ont pris la parole et ont témoigné de leur travail en vrai, entre les photocopieuses en panne et les salles surchauffées à 28°C, à côté d'autres où l'on gèle, faute de régulation thermique correcte.

Jeudi 15 octobre, des élèves et des enseignants

ont témoigné devant la presse aux portes de l'établissement et le vendredi, à la pause de 10 heures, 70 salariés ont débrayé. La direction a alors réuni tout le monde dans une grande salle et en a pris pour son grade. Mais chacun est aussi bien conscient que c'est au ministère, au rectorat et à la région qui gère les locaux, qu'il faut s'adresser pour que cela change !

Un enseignant d'Henri-Darras

Technicolor – Rennes : la lutte continue

Le 2 juillet, la direction de Technicolor a annoncé le transfert du développement du logiciel pour les décodeurs TV de Rennes vers Chennai en Inde, avec pour conséquence la suppression de 110 emplois sur les 286 qui restent sur le site de Rennes.

Depuis, elle a enchaîné les réunions avec les représentants du personnel pour mettre en place son plan de licenciements, avec une échéance fixée au 28 octobre.

Le 17 septembre, une cinquantaine de salariés de Technicolor s'étaient mis en tête de la manifestation intersyndicale organisée à Rennes, dans le cadre d'une journée de mobilisation nationale. Cette participation

a encouragé la mobilisation dans l'entreprise et, par la suite, les réunions de discussion du plan ont régulièrement été envahies par plusieurs dizaines de salariés, obligeant les représentants du patron à s'expliquer directement. Ceux-ci n'ont pas manqué de faire savoir qu'ils désapprouvaient ces irrptions, montrant que la pression des salariés mobilisés les gêne.

Devant le manque de

résultat de ces réunions, l'idée d'accroître cette pression a fait son chemin. Depuis deux semaines maintenant, les rassemblements et manifestations dans l'entreprise sont quotidiens. La mobilisation grandit, au point que la presse locale s'en est fait l'écho, permettant à plusieurs salariés d'exprimer le dégoût et la révolte que leur inspire ce plan de la direction. Au fil des rassemblements, la confiance dans la capacité de la mobilisation collective à faire pencher la balance s'affirme. La direction le sent bien et cherche à désamorcer la mobilisation. Elle a changé d'attitude, organisant elle-même des réunions d'explication avec les salariés et commençant à faire quelques concessions sur les conditions des licenciements.



Lors d'un rassemblement à Bercy, le 24 octobre.

C'est évidemment très insuffisant, et tout le monde est convaincu qu'il y a encore beaucoup de concessions à lui arracher, à condition que les travailleurs renforcent

leur mobilisation et n'hésitent pas à prendre leurs propres initiatives et à bousculer le calendrier prévu par le patron.

Correspondant LO

Airbus Helicopters Marignane : les travailleurs du nettoyage ont gagné

Les travailleurs qui assurent le nettoyage sur le site d'Airbus Helicopters à Marignane, dans les Bouches-du-Rhône, ont obtenu des renforts grâce à leur détermination.

Ils sont une soixantaine de l'entreprise Atalian, femmes de ménage et conducteurs d'engins, dont une dizaine à la déchetterie interne, qui nettoient les locaux de l'entreprise. D'année en année, chaque femme de ménage doit nettoyer un vestiaire, un espace de bureau, une nouvelle salle de pause de plus. Les tâches se multiplient, tandis qu'elles sont de moins en moins nombreuses. Il en est de même à la déchetterie. Airbus fait pression sur Atalian pour que l'entreprise baisse ses prix, ce qui se répercute sur les conditions de travail.

Pour limiter les risques de contamination, il a été décidé d'éviter le croisement des équipes, le travail ne durant plus sept heures mais six, payées sept. L'effectif des équipes de nettoyage avait été doublé grâce à des intérimaires, chaque équipe était encadrée par une femme de ménage embauchée.

Progressivement, l'effectif a diminué. Aujourd'hui, les renforts intérimaires ont presque tous été renvoyés au chômage. La direction aurait envisagé de diminuer le temps de travail, avec une perte de salaire pour tous. Les femmes de ménage n'en pouvaient plus, entre la crainte d'être contaminées, la surcharge d'un travail impossible à faire correctement, et l'éventualité d'une baisse du salaire. Elles ont donc décidé d'agir.

Réunies vendredi 16 octobre, elles ont mis noir sur blanc leur colère et tous leurs problèmes, et ont diffusé leur texte dans toute l'usine, bien sûr très tôt le matin. Le tract est apparu dans tous les secteurs de l'usine, parfois affiché sur les machines à café. Touchés par ce qu'elles dénonçaient, les travailleurs d'Airbus, y compris des cadres, en ont discuté et leur ont manifesté leur solidarité. Encouragées, les femmes de ménage et les employés de la déchetterie se sentaient prêts à aller plus loin.

Jeudi 22 octobre, devant la menace d'une grève, la direction d'Atalian annonçait le retour des intérimaires, certains dès le lendemain. Un logiciel opportunément mis à jour débloquent la prime de disponibilité des nettoyeurs qui arrivaient à 4 heures du matin, prime qui n'avait pas été perçue depuis deux mois; les jours de congés supplémentaires qui étaient dus, et que le logiciel avait oubliés depuis 2019, doivent finalement être réattribués, avec effet rétroactif. La direction a même retrouvé le stock de gants jetables, jusqu'alors introuvable!

La satisfaction est grande pour les nettoyeurs, en particulier les femmes de ménage qui ont animé le mouvement dans tous les secteurs de l'usine, satisfaction partagée par tous les travailleurs d'Airbus.

Correspondant LO

La Poste – Centre de tri de Longwy : mouvements de grève des facteurs

Samedi 24 octobre, les facteurs courrier du centre de tri de Longwy étaient de nouveau en grève pendant deux heures et demie pour protester contre le regroupement de leurs tournées.

Le samedi sur deux où ils doivent travailler, la direction veut en effet leur faire faire plusieurs tournées, si bien qu'il leur reste du courrier à distribuer les premiers jours de la semaine suivante!

Tandis que leurs conditions de travail se dégradent, la distribution du courrier laisse à désirer. Et ce sont les facteurs qui font face au mécontentement légitime des usagers, alors qu'ils ne sont pour rien dans

la dégradation du service.

La direction veut faire passer en force sa réorganisation, pour économiser du personnel, mais les facteurs sont bien décidés à ne pas se laisser faire. Leur combat est aussi celui des usagers, victimes d'une politique qui délaisse les services publics.

Correspondant LO

Thales – Valence : prendre sur les profits

À Valence, dans la Drôme, une cinquantaine de suppressions de postes sont annoncées, selon les syndicats, sur les 550 travailleurs de Thales AVS.

Cela fait partie d'un plan de 1000 suppressions de postes annoncées par le groupe dans sa filiale aéronautique au mois de septembre, qui vont s'ajouter au licenciement de 500 intérimaires et prestataires au niveau national.

La crise dans le secteur aéronautique est un prétexte, alors que le groupe Thales, spécialisé dans l'électronique de défense et sécurité, le spatial et l'aéronautique, annonce un taux de rentabilité de 8% pour 2020, et s'apprête

à verser aux actionnaires 85 millions d'avance sur dividendes.

Le groupe aurait donc largement les moyens de supporter la baisse sur sa filiale aéronautique, en baissant le temps de travail de tous, avec maintien du salaire. Les travailleurs n'ont pas à subir la dictature de ces profiteurs.

Correspondant LO

Segurel – Dreux : les travailleurs en lutte

Des travailleurs de Segurel, un grossiste en produits alimentaires situé à proximité de Dreux, se sont mis en grève plusieurs jours au mois d'octobre.

Auparavant, ils avaient une prime de 140 euros par semaine s'ils parvenaient à préparer cent colis alimentaires dans l'heure. En juin dernier, la direction a décidé de changer les règles, en prétendant que ce serait

à l'essai pour deux mois. Il faut maintenant remplir 200 cartons dans l'heure, pour une prime qui normalement devrait être plus élevée.

Le problème est que personne n'a vu la couleur de la

nouvelle prime, car les nouvelles exigences sont impossibles à remplir. Ce changement entraîne pour les ouvriers une perte pouvant aller de 350 à 500 euros par mois sur la fiche de paye. Ils réclament donc un retour à l'ancien mode de calcul, contre les coups tordus du patron.

Correspondant LO

General Electric – Belfort : **maintenir les emplois et les salaires!**

Samedi après-midi 24 octobre, contre les plans de licenciements et de suppressions d'emplois qui s'additionnent chez General Electric, une manifestation a rassemblé un millier de personnes. Elle était appelée par les syndicats de GE (sauf la CGT) et les élus de tout bord des collectivités.

Dans le cortège des salariés de GE venus à quelques centaines, ceux d'Hydro, 89 techniciens et ingénieurs à Belfort, ont largement affiché et crié leur refus de la fermeture de leur service, qui fait partie des annonces de GE dans ses nouveaux plans massifs de suppressions d'emplois et de restructurations. À la manifestation, des salariés de fonctions supports informaient eux aussi dénonçaient les 157 licenciements

en cours, plus de 100 à Belfort.

Après le secteur des Turbines gaz où le plan de 500 licenciements est en train de s'appliquer, les 200 qui ont eu lieu dans les secteurs ex-Alstom, ce sont déjà près de mille emplois qui ont disparu depuis trois ans, à Belfort. Des dizaines de prestataires des bureaux d'études ont été renvoyés, des sous-traitants privés de commandes ou étranglés par des exigences de

réduire leurs prix ont licencié. Les travailleurs craignent que GE accélère et amplifie encore les attaques.

Les objectifs de tous les syndicats et des politiciens de droite et de gauche sont encore et toujours de négocier avec l'État de beaux plans de « réindustrialisation » au nom de la « souveraineté énergétique » de la France, des programmes qui seraient rentables pour d'autres capitalistes intéressés par la transition énergétique.

Les travailleurs savent qu'un trust comme GE est soutenu sans compter par le gouvernement, les collectivités, mais que ce sont



Manifestation devant GE le 24 octobre.

ses dirigeants, ses actionnaires, qui dictent leur loi et leurs choix pour pouvoir continuer à prélever des profits.

Sauvegarder leur emploi, leur salaire, dépendra de la capacité des travailleurs à s'organiser pour

défendre leurs intérêts vitaux contre ces capitalistes qui les exploitent, les jettent et dominent la société. Les profits présents et passés doivent servir à répartir le travail entre tous, sans perte de salaire.

Correspondant LO

Toray – Lacq : en lutte contre les licenciements



Alors qu'au début du mois d'octobre la direction de l'usine Toray à Lacq, près de Pau, prétendait qu'il n'y avait pas de licenciements en vue, elle a annoncé jeudi 15 octobre la suppression de 29 postes sur les 414 que compte cette usine qui produit de la fibre de carbone.

Les patrons justifient ces suppressions de postes par la crise économique et le recul du marché aéronautique. Pourtant, le secteur aéronautique ne représente que 30 % du chiffre d'affaires de l'usine. En réalité, les patrons de Toray, comme tous les autres capitalistes, ont d'autres objectifs : faire produire la même quantité de fibre de carbone avec moins d'ouvriers. Ils voient la crise comme une opportunité d'imposer une augmentation de la productivité et de maximiser leurs profits.

Lundi 19 octobre et

pendant plusieurs jours, les travailleurs de l'usine paillaise se sont mis en grève à l'appel de la CGT pour dire non à ce projet de licenciements, qualifié de « plan de la honte » par les grévistes. Avec 46 000 salariés, le groupe Toray n'a rien d'une PME : c'est un géant industriel japonais, leader mondial dans la fibre de carbone. Chaque année, Toray annonce des centaines de millions de dollars de bénéfices et a donc largement les moyens de maintenir les emplois, en puisant dans ses bénéfices passés.

Correspondant LO

Renault-Flins : chaque atelier est un cluster

La propagation du coronavirus s'accélère dans les Yvelines, et l'afflux de malades à l'hôpital de Mantes-la-Jolie a rapidement saturé les dix lits de réanimation. Et à l'usine Renault de Flins le virus est comme chez lui.

Les mesures de protection, affichées, filmées en vidéo, répétées ad nauseam pour que la production puisse être relancée en avril dernier, ne sont plus du tout la priorité de la direction. Chacun peut même observer l'inverse et on a entendu des chefs parler de psychose.

La distanciation physique n'a jamais été respectée, les opérations faites à plusieurs, en même temps ou successivement, dans chaque voiture ne le permettent pas de toute façon. Les distributeurs de gel hydroalcoolique ne sont plus alimentés systématiquement. La désinfection des postes de travail, avant et après un remplacement, fait partie des vœux pieux, puisque les lingettes ont un coût. Les bus affrétés par l'entreprise pour transporter les travailleurs ont un temps été

doublés, lors de la première vague, mais ce n'est plus le cas malgré les promesses de la direction.

Dans un secteur, quelqu'un était désigné pour aller remplacer au pied levé un collègue suspecté de Covid. Inquiet de mettre en danger des personnes fragiles de son entourage, il a commencé par refuser, avant de se voir menacé d'abandon de poste!

Le souci de Renault de rien dépenser pour assurer la sécurité sanitaire des travailleurs est au point que la direction a annoncé son intention de ne plus distribuer de bouteilles d'eau individuelles et de revenir aux fontaines collectives.

Quant à l'information concernant les cas avérés de Covid, elle est à présent systématiquement dissimulée aux premiers concernés, les

camarades de travail du salarié positif. Dans l'usine, de tels cas positifs ont fini par être révélés, parfois uniquement après un coup de colère des travailleurs du secteur. Mais, pour que les chaînes continuent de tourner et que les postes soient tenus, malgré le sous-effectif permanent, les responsables ne communiquent pas sur ce sujet, pourtant grave s'il en est. Des travailleurs disent à présent que le protocole commanderait de rester chez soi, dans ces cas-là.

L'urgence, pour le patron, est de continuer à produire suffisamment de voitures Zoe électriques, dites propres, pour pouvoir, en tant que constructeur, commercialiser également de gros véhicules SUV et « compacts » essence ou diesel, et être malgré cela capable de revendre ses droits à polluer en excédent.

L'urgence, pour les travailleurs, c'est d'abord de ne pas perdre sa vie à la gagner!

Correspondant LO

Dunlop-Goodyear – Amiens : la direction veut imposer des horaires déments

Prétextant la baisse des ventes et évoquant comme une menace les fermetures d'usines des concurrents du groupe, la direction de l'usine Dunlop-Goodyear d'Amiens, dans la Somme, a annoncé le retour au très éprouvant système des 4x8.

Depuis deux ans, les ouvriers étaient en 5x8 et

travaillaient deux jours du matin, deux jours de l'après-midi et deux jours de nuit, avant de disposer de quatre jours de repos.

En 4x8, ils travailleraient toujours six jours de suite, mais n'auraient plus que deux jours de repos, voire moins, et n'auraient un week-end complet avec

leur famille qu'une semaine sur six.

Ces horaires plus contraignants, que les actionnaires de la multinationale du pneu veulent imposer afin d'accroître encore leurs bénéfices, suscitent en tout cas un fort mécontentement.

Correspondant LO

Air France : Covid, une direction irresponsable

Dans les aéroports, face à la pandémie de Covid, on dispose de tests pour les passagers. Mais il semblerait que, pour les salariés qui y travaillent, obtenir des tests soit une tâche insurmontable.

Ainsi, à en croire la direction d'Air France, la médecine du travail ne peut pas s'en occuper car, se trouvant en activité partielle, elle est débordée, tout comme les assistantes sociales. Mais qui organise – ou plutôt désorganise – leur activité, pourtant indispensable à la santé du personnel ? Poser la question, c'est y répondre : la direction est seule responsable.

Elle l'est de ne pas communiquer au personnel et à ses représentants des statistiques précises sur l'état de la pandémie dans l'entreprise. Il serait illusoire, écrit-elle dans un document sur le sujet, d'espérer un recensement exhaustif des cas d'arrêt maladie par suite de contamination. Cela tombe

bien : il n'y en a pas. En tout cas aucun que les travailleurs puissent connaître.

Quand un travailleur est déclaré positif, il le signale bien sûr à son chef, lequel fait remonter l'information à la seule hiérarchie, donc, sauf exception, sans que soient informés les premiers concernés : les camarades de travail du malade. Celui-ci, surtout s'il est asymptomatique, peut continuer à venir travailler. Ainsi, n'étant pas avertis, ceux qui le côtoient ne peuvent pas adopter les mesures de protection renforcées qui s'imposent, ou se signaler comme cas contacts.

Quant aux cas contacts connus, la plupart du temps aucun test ne leur est proposé de façon systématique.



La direction les laisse libres d'en faire ou pas. Elle leur conseille juste de prendre leur température, comme si elle ignorait qu'on peut être contagieux sans présenter de symptômes !

Mi-octobre, l'agence Santé publique France notait : « Les clusters en cours d'investigation sont principalement en milieu scolaire et universitaire, dans les Ehpad, les entreprises

privées ou publiques, et les établissements de santé », outre les transports en commun bondés. Mais la direction d'Air France n'en tient pas compte. Elle préfère écrire, comme elle vient de le faire : « La transmission (du virus) se fait dans les moments de convivialité, d'où le couvre-feu. » Et comme elle n'ose pas prétendre qu'aller à l'atelier, à l'aérogare, travailler en piste ou dans

un hangar avions fait partie des moments de convivialité, cela est censé l'exonérer et des contaminations au travail et du fait qu'elle en cache l'ampleur sous le tapis. Elle se moque ainsi des risques qu'elle fait prendre à celles et ceux qu'elle fait travailler dans de pareilles conditions, ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs proches !

Correspondant LO



La ligne TGV en gare d'Épernay.

SNCF : précarité meurtrière

Mercredi 21 octobre, en gare d'Épernay, un travailleur intérimaire chargé de la réfection d'une verrière surplombant les quais est mort électrocuté en déplaçant un échafaudage mobile

qui a touché la caténaire de 25 000 volts.

Un de ses compagnons s'est grièvement brûlé en voulant lui porter secours.

On ne peut qu'être révolté par ces pratiques,

que nous connaissons tous, d'envoyer des travailleurs non formés aux risques ferroviaires et électriques risquer leur vie et, parfois, la perdre !

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Soudan-Israël : un accord obtenu au chantage

Donald Trump a annoncé le 23 octobre que le Soudan allait normaliser ses relations avec Israël, et donc reconnaître ce pays. C'est le troisième succès du gouvernement américain dans ses efforts pour trouver des alliés arabes à Israël, après Bahreïn et les Émirats arabes unis.

À quelques jours des élections, Trump a brandi cet accord pour conforter tout ce que le pays compte de fanatiques pro-israéliens, évangéliques, ligues d'extrême droite et autres. Il l'avait déjà fait avec son « plan de paix » proposant le rattachement à Israël des colonies situées en territoire palestinien et l'annexion de la plus grande partie de la vallée du Jourdain. « Pensez-vous que Joe-l'endormi (Joe Biden) aurait pu conclure cet accord? », n'a-t-il pas manqué de déclarer.

Cet accord permet au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, de souligner l'abandon des

Palestiniens par les pays arabes. C'est à Khartoum, la capitale du Soudan, qu'avaient été signés en 1967 les accords par lesquels leurs dirigeants s'étaient engagés à ne jamais reconnaître Israël. Ce soutien aux Palestiniens n'a jamais été que de pure forme, mais la reconnaissance d'Israël par le Soudan n'en est pas moins un symbole, même si d'autres pays arabes, comme l'Égypte ou la Jordanie, y avaient procédé depuis longtemps. Et, pour le côté pratique, Israël pourra en profiter pour renvoyer au Soudan les 6 000 réfugiés soudanais vivant dans le pays.

Quant au régime soudanais, la reconnaissance d'Israël est le prix à payer pour que les États-Unis le rayent de la liste des États soutenant le terrorisme. Cela écarte depuis vingt-sept ans le Soudan des transactions en dollars et restreint son accès aux investissements étrangers. Il figurait sur cette liste depuis que le régime d'Omar el Bachir avait accueilli le fondateur d'al-Qaïda, Oussama Ben Laden, en 1993. Il a fallu remplir une autre condition: le paiement par le Soudan d'une somme de 335 millions de dollars aux familles des Américains victimes des attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998, et aux familles des 17 marins du destroyer *USS Cole* tués en 2000 lors d'une attaque suicide au large du Yémen.

Le retrait de la liste des



La queue devant une boulangerie à Khartoum en février 2020.

États terroristes est la seule perspective offerte à la population par le gouvernement qui dirige le pays depuis le renversement d'Omar el Bachir en avril 2019, alors que les prix ne cessent d'augmenter et que les classes populaires voient leur sort empirer. Dans ce pays aux abois sur le plan économique, les ministres civils qui servent de paravent aux chefs militaires affirment qu'une fois les sanctions levées les capitaux vont affluer et que le sort de tous en sera amélioré. Comme si dans l'Éthiopie

voisine, cet eldorado récent des capitaux étrangers, le sort de la population pauvre était plus enviable! Tout au plus y aura-t-il des opportunités supplémentaires de s'enrichir pour une mince couche de profiteurs soudanais et quelques affairistes américains ou européens.

Trump qualifie d'« énorme victoire pour la paix dans le monde » ce qui n'est de sa part qu'une petite mise en scène à but électoral et une banale manœuvre de la diplomatie impérialiste.

Daniel Mescla

Guadeloupe : le scandale du manque d'eau

À l'approche de la Toussaint, le temps de saison, appelé l'hivernage, a déversé sur la Guadeloupe de belles averses. Par contre, dans nombre de localités, les robinets restent obstinément à sec.

Un habitant de la commune de Saint-François a ainsi témoigné sur France 2 avoir eu de l'eau durant un jour et demi sur un mois. À Sainte-Anne, une dame a révélé à la radio qu'elle n'a en général de l'eau que la nuit, et depuis plusieurs jours plus d'eau du tout. C'est le lot de nombreux usagers.

La cause est bien connue de tous: le réseau d'adduction est si vétuste que 60 % de l'eau se perd en route. La Générale des eaux, aujourd'hui filiale de Veolia, a été sous divers sigles (So-bea, Sogea) responsable de

la gestion globale de l'eau en Guadeloupe depuis 1947. En 2017, elle a mis la clé sous la porte en laissant le réseau dans cet état déplorable. En 2007, elle était bénéficiaire de 4,4 millions d'euros pour ses résultats bruts d'exploitation. En 2011, elle accusait un déficit de 6,4 millions, alors que de 2008 à 2010 ses comptes n'avaient pas été expertisés. L'argent qui aurait dû servir à entretenir le réseau s'est ainsi évaporé.

Les communautés d'agglomération et le Sieag (syndicat intercommunal d'alimentation en eau et

assainissement de Guadeloupe) ont pris le relais. Le président du Siaeg, Amélius Hernandez, a été épinglé par la Cour des comptes pour « insincérité comptable portant sur des montants très importants », puis condamné après douze ans de procédure à trois ans de prison, dont deux avec sursis, et 150 000 euros d'amende. La présidente de la communauté d'agglomération du Sud-Basse-Terre, Lucette Michaux-Chevry, l'ex-ministre de Chirac, a été condamnée pour, entre autres, détournement de fonds publics.

Entre les élus peu scrupuleux, les grosses sociétés voleuses et un réel manque de moyens, les communautés

de communes n'ont pas le financement pour entretenir le réseau. Dans la zone gérée par la communauté d'agglomération Grand Sud Caraïbe, CAGSC (région de Basse-Terre), les stations d'épuration sont vétustes ou non opérationnelles. Les eaux usées non traitées se déversent dans les ravines ou dans la mer. De manière générale, les stations de traitement de l'eau potable fonctionnent à l'économie, ce qui rend l'eau impropre à la consommation, empoisonnée par le chlordécone, voire des matières fécales, métaux lourds ou autres.

Quelques millions sont investis ici et là pour tenter de calmer la colère des usagers. Mais les rustines

posées sur les tuyaux n'arrêtent pas l'hémorragie. De grands travaux estimés à un milliard d'euros seraient nécessaires pour arrêter les fuites et rénover entièrement le réseau d'adduction et d'épuration. Avec les 30 % de chômeurs que compte l'île, la main-d'œuvre serait déjà assurée pour tout réparer en un temps record.

Alors, face aux attermolements, aux promesses qui durent depuis tant d'années, une mobilisation et un coup de colère de la population seront nécessaires pour qu'une eau potable et de bonne qualité coule de nouveau dans les robinets.

Marie-Céline Deshauteurs

Nouvelle parution

Pierre Bois, Une vie de militant communiste révolutionnaire

Pierre Bois (1922-2002), que tous les camarades de Lutte ouvrière appelaient Vic, nous a laissé ses souvenirs de militant ouvrier, publiés aujourd'hui.

Militant trotskyste de l'Union communiste pendant la guerre, il dirigea à 25 ans, en 1947, la grève Renault Billancourt.

Pierre Bois fut un des artisans de la formation du groupe Voix ouvrière

en 1956 puis, après sa dissolution en mai 1968, de la création de Lutte ouvrière, dont il fut jusqu'à sa mort, en 2002, un des principaux dirigeants.

L'autobiographie de Pierre Bois reprend, entre autres, le récit de la grève Renault d'avril-mai 1947, tel qu'il avait déjà été publié en brochure.

En annexe, figurent de nombreux documents

sur cette grève, ainsi que deux textes rédigés sept ans après le décès de Pierre Bois par Hardy, son compagnon de combat.

Voici comment Pierre Bois dit Vic, s'adressant à ses camarades peu avant son décès, faisait ce bilan :

« En soixante ans de militantisme, j'ai toujours été heureux, malgré toutes les circonstances traversées. Heureux de m'instruire, de

penser, de lever la tête. Heureux parmi mes camarades de toutes les générations, heureux de ne pas être cloîtré dans un tout petit milieu comme le sont malheureusement la plupart des gens.

Alors, camarades, bon courage, et ayez confiance dans l'avenir de l'humanité. »



Pierre Bois

Une vie de militant ouvrier communiste révolutionnaire

Souvenirs de militants ouvriers

les bons caractères

Éditions Les Bons Caractères - Collection Souvenirs de militants ouvriers - 224 pages
Jusqu'au 28 décembre 2020, prix spécial de souscription : 9 euros (au lieu de 15 euros prix public)
En vente sur le site www.lesbonscaracteres.com
et, après le 1^{er} janvier 2021, dans toutes les bonnes librairies